



Comité National de la Dette
Publique



Caisse Autonome
d'Amortissement du
Cameroun

Conjoncture Mensuelle de la Dette Publique du Cameroun N°03/22 - Mars 2022

28 Avril 2022

Caisse Autonome d'Amortissement du Cameroun

Secrétariat Permanent du Comité National de la Dette Publique

B.P. : 7167 YAOUNDE ♦ Tél : (+237) 222 22 22 26 / (+237) 222 22 01 87 ♦ Fax : (+237) 222 22 01 29

Site internet : www.caa.cm ♦ E-mail : caa@caa.cm

La Caisse Autonome d'Amortissement du Cameroun, structure de gestion de l'ensemble des fonds d'emprunts publics de l'État et de ses démembrements, des organismes publics et parapublics, des collectivités locales, créée par Décret présidentiel N°85/1176 du 28 Août 1985, et réorganisée par le Décret N°2019/033 du 24 janvier 2019,

Assurant le Secrétariat Permanent du Comité National de la Dette Publique (CNDP), créé par Décret N°2008/2370/PM du 04 août 2008, dont les principales missions sont de coordonner et de suivre la mise en œuvre de la politique nationale d'endettement public et de gestion de la dette publique, de veiller à sa mise en cohérence avec les objectifs de développement et la capacité financière de l'Etat,

Vous présente la conjoncture mensuelle de la dette publique du Cameroun N°03/22-mars 2022, qui retrace l'évolution des principaux agrégats de la dette publique sur la période.

Dans cette conjoncture, il est entendu par dette publique, l'ensemble des passifs de l'Etat sous forme de dette. Un instrument de dette est défini comme une créance financière, obligeant le débiteur à effectuer en faveur du créancier un paiement ou des paiements d'intérêts ou de principal à une date ou à des dates futures. Pour l'instant, cette dette publique est principalement limitée à celle de l'Administration Centrale et des Entreprises et Etablissements Publics. Les travaux de recensement et d'évaluation de la dette des Collectivités Territoriales Décentralisées sont en cours. Conformément aux bonnes pratiques, un suivi des passifs conditionnels est désormais effectué portant sur la dette garantie par l'Administration Centrale et les Partenariats Publics Privés qui peuvent impacter la dette publique sous certaines conditions.

I.	ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL ET NATIONAL.....	3
I.1.	ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL.....	3
I.2.	ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE NATIONAL.....	4
II.	ENCOURS DE LA DETTE DU SECTEUR PUBLIC	5
II.1	DETTE DIRECTE DE L'ADMINISTRATION CENTRALE.....	6
II.1.1.	DETTE EXTERIEURE DE L'ADMINISTRATION CENTRALE	6
II.1.2.	DETTE INTERIEURE DE L'ADMINISTRATION CENTRALE	7
II.1.2.1.	DETTE INTERIEURE HORS RESTES A PAYER	7
II.2.	DETTE DES ENTREPRISES ET ETABLISSEMENTS PUBLICS	8
II.2.1.	DETTE INTÉRIEURE DES ENTREPRISES ET ETABLISSEMENTS PUBLICS.....	8
II.2.2.	DETTE EXTÉRIEURE DIRECTE NON AVALISÉE PAR L'ETAT	9
II.3.	PASSIFS CONDITIONNELS EXPLICITES DE L'ETAT.....	9
II.3.1.	DETTE AVALISEE PAR L'ETAT	9
II.3.2.	PARTENARIAT PUBLIC PRIVÉ (PPP)	10
III.	SERVICE DE LA DETTE DE L'ADMINISTRATION CENTRALE	12
III.1.	SERVICE DE LA DETTE EXTERIEURE DE L'ADMINISTRATION CENTRALE.....	12
III.2.	SERVICE DE LA DETTE INTERIEURE DE L'ADMINISTRATION CENTRALE	13
III.2.1.	SERVICE DE LA DETTE INTERIEURE HORS RESTES A PAYER.....	13
III.2.2.	VARIATION DES RESTES A PAYER.....	14
IV.	EVOLUTION DES ENGAGEMENTS ET DES NOUVEAUX EMPRUNTS DE L'ADMINISTRATION CENTRALE	15
IV.1.	NOUVEAUX ENGAGEMENTS SIGNES	15
IV.2.	DECRETS D'HABILITATION	15
IV.3.	DECAISSEMENTS DE L'ADMINISTRATION CENTRALE	16
IV.3.1.	Décaissements sur financements extérieurs.....	16
IV.3.2.	Décaissements sur financements intérieurs.....	18
IV.4.	SOLDES ENGAGÉS NON DÉCAISSÉS (SEND'S) DE L'ADMINISTRATION CENTRALE.....	18
IV.4.1.	SEND's Extérieurs (Hors Appuis budgétaires).....	18
IV.4.2.	SEND's Intérieurs.....	19
V.	INDICATEURS D'ENDETTEMENT	21
V.1.	PRINCIPAUX INDICATEURS DE LA DETTE PUBLIQUE (hors Restes à Payer de plus de 3 mois).....	21
V.2.	REPARTITION DU PORTEFEUILLE PAR DEVISE	21

I. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL ET NATIONAL

I.1. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL

A fin mars 2022, l'économie mondiale est face à une combinaison de défis sans précédent. La guerre en Ukraine a ajouté une multitude de nouveaux risques à ceux créés par une pandémie d'ampleur exceptionnelle. Les conséquences économiques immédiates de cette guerre se sont répercutées avec force sur les marchés de l'énergie et des denrées alimentaires, nourrissant ainsi une inflation mondiale. Les perturbations de cette guerre ont également dégradé les échanges commerciaux, notamment en bloquant la production agricole de deux fournisseurs mondiaux essentiels. Selon la FAO, les prix des produits alimentaires dans le monde ont bondi de près de 13% en mars. En raison de cette guerre en Ukraine et des changements de politiques macroéconomiques qui ont suivi, le FMI, dans ses Perspectives Economiques Mondiales (PEM) d'avril 2022 a revu à la baisse de 0,4 point ses prévisions de croissance mondiale à l'occasion de ses réunions de printemps tenue du 18 au 24 avril 2022, et table désormais sur une croissance mondiale de 3,6% pour l'année 2022, contre 4% annoncé en janvier.

Dans les pays avancés, les PEM d'avril 2022 tablent sur un taux de croissance de 3,3% en 2022, contre 6,1% enregistré en 2021, ainsi que sur un taux d'inflation pour l'année 2022 de 5,7% soit 1,8 point de pourcentage de plus que ce qu'envisageaient les prévisions du mois de janvier dernier.

Selon les PEM d'avril 2022, la croissance économique aux Etats-Unis se situera à 3,7% en 2022. Quant à l'inflation, la FED s'attend à ce qu'elle demeure sur l'année 2022 à 4,3%, selon les projections trimestrielles de mars 2022, soit bien au-dessus de l'objectif annuel de 2% de la Banque Centrale américaine.

Dans la zone Euro, la dégradation est encore plus forte car de nombreux pays dépendent fortement de la Russie pour l'approvisionnement en énergie. Selon les PEM d'avril 2022, cette zone enregistrerait un taux de croissance de 2,8% en 2022, contre 3,9% annoncé en janvier 2022. Pour ce qui est de l'inflation, elle enregistre une hausse de 25% par rapport au mois de février 2022 pour s'établir à 7,4% en mars 2022, soit une hausse de 6,1 point en glissement annuel.

En France, le choc subit sur les prix de l'énergie et des matières premières suite au conflit en Ukraine a conduit à un ralentissement brusque de l'économie. Dans ses prévisions économiques de fin mars 2022, la Banque de France table sur une croissance de 3,4% en 2022 dans le scénario conventionnel et de 2,8% dans un scénario dégradé. L'inflation devrait rester élevée en 2022 et se situer à 3,7%, du fait d'une hausse importante des prix de l'énergie.

En Chine, l'économie pâtit de la politique de tolérance zéro à l'égard de la pandémie qui a conduit à de nombreux confinements, dont celui de la capitale économique Shanghai. D'après les dernières projections du FMI, la croissance de l'économie chinoise devrait tomber à 4,4%, soit une révision à la baisse de 0,4 point par rapport aux estimations de janvier 2022. L'inflation a fortement accéléré au cours du mois de mars en Chine, selon le Bureau national des statistiques (BNS), l'indice des prix à la consommation s'est inscrit en hausse de 1,5% sur un an contre 0,9% en février.

Dans son rapport semestriel sur les perspectives macroéconomiques du continent Africain, publié mercredi 13 avril 2022, la Banque mondiale prévoit pour l'année en cours, un ralentissement de la croissance à 3,6% en 2022, enregistrant ainsi une baisse sensible par rapport à 2021 où elle était de 4%. Pour 2023, cette croissance devrait remonter à 3,9%, puis à 4,2% en 2024. D'après la Banque mondiale, l'impact le plus important du conflit pourrait être une probabilité plus élevée de troubles civils qui résulteraient d'une inflation des prix alimentaires et énergétiques dans le contexte d'une instabilité politique accrue.

Au Nigéria, première économie d'Afrique, d'après les dernières perspectives du FMI, il est prévu une croissance de 3,4% en 2022, contre un taux de 2,7% initialement annoncé en début d'année 2022. Selon le Bureau national des statistiques du pays, le taux d'inflation a atteint 15,92% en mars 2022, et représente son niveau le plus élevé depuis octobre 2021, mais reste en nette baisse par rapport aux 18,17% enregistrés en mars 2021. L'Assemblée Nationale nigériane a adopté ce 14 avril 2022 une révision de son budget pour l'année 2022, afin d'augmenter d'un montant de 1,1 Milliard d'USD les provisions allouées à la subvention de l'essence, pour un montant total de 9,7 Milliards d'USD, soit une augmentation de 12,5%.

L'Afrique du Sud quant à elle devrait voir son niveau de croissance se situer à 1,9% en 2022 d'après le FMI.

En zone CEMAC, la guerre en Ukraine a davantage renchéri les coûts des matières premières et du fret sur le marché international, provoquant ainsi une hausse sensible de l'inflation. A cet effet, le niveau d'inflation pour 2022 projeté par la Banque centrale est de 3,6%, soit 0,6 point de plus que le seuil de tolérance admis

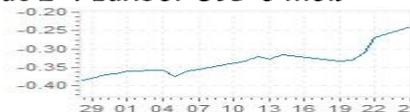
par la communauté. Quant aux perspectives de croissance dans la sous-région, elle est projetée par la BEAC à 3,1% en 2022, contre 1,4% en 2021, du fait du rebond enregistré dans le secteur pétrolier.

Graphique 1 : SOFR (Secured Overnight Financing Rate)



Source : Global rates

Graphique 2 : Euribor USD 6 mois



Source : Global rates

Taux de change de fin de période	2021		2022		
	Mars	Décembre	Janvier	Février	Mars
Dollar US	559,56	579,58	584,03	582,34	588,96
DTS	792,63	810,72	814,56	816,55	818,70
Yuan	85,39	90,91	91,82	92,17	92,69
Yen	5,05	5,03	5,07	5,04	4,83

Source : CS-DRMS

Période	15-mars-21	15-nov.-21	15-déc.-21	15-janv.-22	15-févr.-22	15-mars-22
	14-avr.-21	15-déc.-21	14-janv.-22	14-févr.-22	14-mars-22	14-avr.-22
Monnaie / Maturité	CIRR	CIRR	CIRR	CIRR	CIRR	CIRR
US Dollar < 5 years	1,21	1,67	1,82	1,95	2,25	2,65
> 5-8,5 years	1,54	2,11	2,20	2,23	2,54	2,81
> 8,5 years	1,91	2,40	2,45	2,40	2,70	2,91
Euro < 5 years	0,29	0,37	0,28	0,32	0,45	0,73
> 5-8,5 years	0,36	0,52	0,43	0,44	0,63	0,98
> 8,5 years	0,47	0,67	0,58	0,57	0,78	1,12

Source : OECDE

I.2. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE NATIONAL

La conjoncture nationale du mois de mars 2022 paraît dans un contexte dominé par la Guerre en Ukraine et les conséquences découlant des sanctions imposées à la Russie. Cette situation a entretenu un renchérissement des prix au niveau mondial de la quasi-totalité des produits, et par conséquent induit un accroissement des prix des produits de grande consommation importés par le Cameroun. Lesdits produits représentent en moyenne 25% du panier de la ménagère.

Il convient de relever qu'au cours du premier trimestre 2022 et notamment au mois de février 2022, le FMI a conclu la 1^{ère} revue du Programme Economique et Financier 2021-2024 soutenu par la Facilité Elargie de Crédit (FEC) et le Mécanisme Elargi de Crédit (MEDC). Au terme de cette revue concluante, le Conseil d'administration du FMI a approuvé un décaissement en faveur du Cameroun de 82,8 millions de DTS, soit environ 67 milliards de FCFA, qui portera cumul des décaissements au titre des accords à 207 millions de DTS, représentant environ 166 milliards de FCFA. Pour l'institution de Bretton Wood, les perspectives économiques du pays restent positives mais avec de grandes incertitudes. En supposant que la pandémie recule progressivement, la reprise en 2021, soutenue par le secteur non pétrolier, devrait se poursuivre, avec des taux de croissance atteignant 4,5% en 2022 et 4,8% à partir de 2023.

Durant le mois de mars, en corrélation avec les effets de la guerre en Ukraine, les poussées inflationnistes se sont observées au plan national, confirmée par les statistiques de février concernant le niveau d'inflation de Yaoundé et Douala publiés par l'INS au cours du mois de mars 2022.

Selon ces statistiques, l'Indice des Prix à la Consommation (IPC) dans la ville de Douala a augmenté de 0,4% par rapport au mois précédent et le taux d'inflation sous-jacent (hors produits à forte variabilité des prix) est de 1,7%. Dans la ville de Yaoundé, l'IPC a augmenté de 0,5% par rapport au mois précédent et le taux d'inflation sous-jacent est de 1,4%. En outre, le prix des produits alimentaires importés a augmenté de 10,5% et 9,6% par an respectivement dans les villes de Yaoundé et Douala principalement à cause de la guerre russo-ukrainienne.

Aussi, l'INS a publié le 07 mars 2022, les statistiques du 3^{ème} trimestre de 2021 des comptes nationaux trimestriels. Il en ressort que ce trimestre est marqué par la croissance du PIB de 4% par rapport au trimestre correspondant à 2020. Ce résultat est la conséquence des bonnes performances des trois secteurs (primaire, secondaire et tertiaire). Ainsi le PIB cumulé de Janvier à Septembre 2021 a cru de 3,6% par rapport au PIB sur la même période en 2020. Ce qui est légèrement supérieur au taux de croissance de 3,5% estimé par le FMI à fin 2021. L'impact de la crise en cours pourrait atténuer les perspectives de croissance et augmenter le déficit budgétaire et conséquemment le besoin d'endettement du Cameroun projeté par le FMI et les autorités camerounaises dans le cadre du suivi de programme économique en cours et divers entretiens qui se sont tenus lors des réunions du printemps avec FMI et la Banque Mondiale dont la délégation du Cameroun était conduite par le Ministre des Finances M. Louis Paul Motaze et le Ministre de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire, M. Alamane Ousmane Mey, par ailleurs Président et vice-Président du CNDP respectivement.

Il conviendrait de relever que la première session parlementaire de l'année 2022 s'est déroulée du 11 mars au 9 avril 2022, au terme de celle-ci, huit (08) projets de Loi ont été adoptés, notamment le projet de loi portant sur le secret bancaire. Ce nouveau cadre législatif articulé autour de 3 titres et 4 articles va étendre le secret bancaire aux microfinances et aux opérateurs de Mobile Money. Ces différentes Lois ont été promulguées par le Chef de l'Etat en avril 2021..

II. ENCOURS DE LA DETTE DU SECTEUR PUBLIC

Le premier trimestre 2022 s'est clôturé avec un encours de la dette du secteur public camerounais s'élevant à 11 456 milliards de FCFA et représente 45,0% du PIB. Ce stock est en augmentation de 0,8% par rapport au trimestre précédent et de 7,4% en glissement annuel. Il se compose à : (i) 92,5% de Dette directe de l'Administration Centrale ; et (ii) 7,4% de dette des Entreprises Publiques.

L'encours de la Dette directe de l'Administration Centrale à fin mars 2022 avoisine 10 593 milliards de FCFA, soit 41,6% du PIB. Ledit encours a augmenté de 1,0% par rapport au trimestre précédent et augmenté de 8,2% en glissement annuel. Il se subdivise comme suit : (i) 72,1% de dette issue des créanciers extérieurs et (ii) 27,9% de dette provenant des bailleurs domestiques, y compris les Restes à Payer de plus de 3 mois.

La dette directe des Etablissements et Entreprises Publics à fin mars 2022 est estimée à 860 milliards de FCFA, soit 3,4% du PIB. Cet encours a baissé de 0,7% par rapport au trimestre précédent et de 1,4% en glissement annuel. Il est à noter que 53,4% de cet encours est dû aux créanciers extérieurs et 46,6% aux partenaires intérieurs.

S'agissant de la dette des Collectivités Territoriales Décentralisée (CTD), les travaux se poursuivent en collaboration avec le Ministère des Finances et le Ministère de la Décentralisation et du Développement Local (MINDDEVEL) pour la collecte. Toutefois, pour l'année 2022, les plafonds des engagements à contracter par les CTD, les Entreprises et Etablissements publics inscrits dans la loi de Finances s'élèvent à 100 milliards de FCFA pour les engagements extérieurs et 150 milliards de FCFA pour les engagements intérieurs.

Conformément aux engagements pris par le Cameroun auprès des bailleurs de fonds, et aux bonnes pratiques en matière de gestion de la dette publique, il est intégré à partir de ce mois, le suivi des passifs conditionnels explicites de l'Etat, notamment les garanties publiques et les Partenariats Publics Privés. Ainsi, à fin mars 2022, les passifs conditionnels de l'Etat sont évalués sur la base des informations collectées, à 3 360 milliards de FCFA et représentent 13,1% du PIB. Ils sont constitués de 0,6% de la dette garantie par l'Etat du Cameroun et de 99,4% des investissements sous forme de Partenariats Publics Privés (PPP).

Tableau 1 : Encours de la dette publique du secteur publics et passifs conditionnels

Rubriques	31 Mars 2021 *	31 Décembre 2021 **	31 Janvier 2022 ***	28 Février 2022 ***	31 Mars 2022 ***
Montant en Milliards de FCFA					
1. Dette extérieure	6 891	7 555	7 555	7 607	7 639
Multilatérale	2 846	3 266	3 288	3 357	3 380
<i>dont appuis budgétaires</i>	<i>1 312</i>	<i>1 484</i>	<i>1 488</i>	<i>1 556</i>	<i>1 559</i>
Bilatérale	3 141	3 297	3 274	3 253	3 268
<i>dont appuis budgétaires</i>	<i>197</i>	<i>197</i>	<i>197</i>	<i>197</i>	<i>197</i>
Commerciale	904	991	993	997	991
2. Dette intérieure	2 900	2 936	2 972	2 918	2 954
2.1. Dette intérieure (hors Restes à Payer)	2 619	2 766	2 802	2 748	2 784
Titres publics	1 132	1 276	1 324	1 295	1 341
Emprunt consolidé BEAC	577	577	577	577	577
Dette structurée	842	851	839	815	805
Dette non structurée	68	62	62	62	61
2.2. Restes à payer de plus de 3 mois	281	170	170	170	170
3. Dette Directe de l'administration centrale	9 791	10 491	10 527	10 526	10 593
<i>dont appui budgétaire total</i>	<i>1 509</i>	<i>1 680</i>	<i>1 685</i>	<i>1 753</i>	<i>1 756</i>
4. Dette des Entreprises publiques	873	868	867	863	862,3
Dette extérieure directe des entreprises publiques	450	459	460	459	461,4
Dette intérieure auprès du système bancaire	423	410	407	404	400,9
5. Dette des Collectivités Territoriales Décentralisées	N/D	N/D	N/D	N/D	N/D
Dette extérieure directe des CTD's	N/D	N/D	N/D	N/D	N/D
Dette intérieure directe des CTD's	N/D	N/D	N/D	N/D	N/D
6. Passifs conditionnels explicites de l'Etat	29	1 249	1 249	3 360	3 360
Dette avalisée	29	21	21	21	21
Partenariats Publics Privés		1 228	1 228	3 338	3 338
7. Total Dette Publique (non consolidée) (Secteur Public - hors passifs conditionnels) (3+4+5)	10 664	11 359	11 394	11 388	11 456

* données définitives ** données semi-définitives *** données provisoires

Source : CAA

II.1 DETTE DIRECTE DE L'ADMINISTRATION CENTRALE

II.1.1. DETTE EXTERIEURE DE L'ADMINISTRATION CENTRALE

A fin mars 2022, la dette de l'Administration Centrale contractée auprès des bailleurs extérieurs est estimée à 7 639 milliards de FCFA, représentant 30,0% du PIB. Cet encours est en augmentation respective de 0,4%, de 1,1% et de 10,9% en glissement mensuel, trimestriel et annuel. Une proportion de 23% de l'encours de cette dette est détenue sous forme d'appui budgétaire (soit 1 756 milliards de FCFA), tandis que 76,7% est constitué de prêts projets à moyen terme et 0,3% de prêts à court terme (ITFC). Au terme du premier trimestre de l'année 2022 l'encours de dette visée est composé de : (i) 44,3% de dette multilatérale ; (ii) 42,8% de dette bilatérale et (iii) 13,0% de dette commerciale.

Tableau 2 : Encours de la dette extérieure

Rubriques	31 Mars 2021 ***	31 Décembre 2021 ***	31 Janvier 2022 ***	28 février 2022 ***	31 Mars 2022 ***
Montant en Milliards de FCFA					
Multilatéral	2 846	3 266	3 288	3 357	3 380
BAD	467,2	507,9	509,9	508,0	526,5
<i>dont appuis budgétaires PEF</i>	<i>269,2</i>	<i>326,9</i>	<i>326,9</i>	<i>326,9</i>	<i>326,9</i>
<i>appuis budgétaires COVID-19</i>	<i>57,7</i>	<i>57,7</i>	<i>57,7</i>	<i>57,7</i>	<i>57,7</i>
BADEA	25,0	26,4	27,1	26,9	26,9
BDEAC	26,3	25,3	25,3	24,7	24,7
BID	241,0	319,7	327,9	331,6	332,6
BIRD	155,1	174,3	174,3	174,3	174,3
<i>dont appuis budgétaires PEF</i>	<i>112,8</i>	<i>112,8</i>	<i>112,8</i>	<i>112,8</i>	<i>112,8</i>
FAD	378,2	397,6	400,0	401,5	404,3
FIDA	50,0	54,2	54,4	54,2	54,1
FMI	557,9	671,4	674,6	743,7	745,7
<i>dont appuis budgétaires PEF 2017-2020</i>	<i>339,1</i>	<i>346,9</i>	<i>348,6</i>	<i>349,3</i>	<i>350,2</i>
<i>appuis budgétaires COVID-19</i>	<i>218,8</i>	<i>223,8</i>	<i>224,9</i>	<i>225,4</i>	<i>226,0</i>
<i>appuis budgétaires FCE-PEF 2021-2023</i>	<i>-</i>	<i>33,6</i>	<i>33,7</i>	<i>56,3</i>	<i>56,5</i>
<i>appuis budgétaires MEDC-PEF 2021-2023</i>	<i>-</i>	<i>67,1</i>	<i>67,5</i>	<i>112,7</i>	<i>113,0</i>
FS OPEP	12,8	12,9	13,1	12,7	12,8
IDA	898,7	1 038,5	1 043,2	1 042,2	1 041,2
<i>dont appuis budgétaires PEF</i>	<i>117,7</i>	<i>175,7</i>	<i>176,6</i>	<i>176,0</i>	<i>176,6</i>
UE	33,8	37,9	37,9	37,7	37,1
Bilatéral	3 141	3 297	3 274	3 253	3 268
ALLEMAGNE	17,5	17,9	17,9	17,9	17,9
Belgique	9,1	9,1	9,1	9,1	9,1
Espagne	3,2	3,2	3,2	3,2	3,2
FRANCE	888,9	931,2	925,0	925,0	923,2
<i>dont appuis budgétaires PEF</i>	<i>196,8</i>	<i>196,8</i>	<i>196,8</i>	<i>196,8</i>	<i>196,8</i>
<i>dont C2D</i>	<i>143,2</i>	<i>117,5</i>	<i>117,5</i>	<i>117,5</i>	<i>117,5</i>
JAPON	54,2	55,5	56,3	55,8	52,9
NORVEGE (EKSPORTKREDITT NORGE SA)	30,6	26,2	26,2	26,2	26,2
SUISSE	0,8	0,9	0,9	0,9	0,8
ARABIE SAOUDITE	7,3	9,0	9,1	9,0	8,7
CHINE	3,2	3,4	3,4	3,4	3,4
COREE DU SUD	35,0	44,8	45,0	44,8	45,1
EXIMBANK DE CHINE	1 942,6	2 043,1	2 022,5	2 005,0	2 021,6
EXIMBANK TURQUE	89,8	82,0	83,3	76,9	77,8
INDE	48,2	58,6	59,6	63,8	65,4
KOWEÏT	11,0	12,4	12,4	12,2	12,2
Commercial	904	991	993	997	991
AFRICAN EXPORT IMPORT BANK	-	44,0	44,7	44,2	44,8
Bank of China	128,9	123,5	125,4	119,6	118,2
Belfius	55,9	52,1	52,0	51,7	51,2
BMCE Bank	13,1	10,9	10,9	10,9	8,7
Comercial-eurobond	450,4	542,0	542,0	542,0	542,0
<i>dont Eurobond 2015</i>	<i>450,4</i>	<i>90,1</i>	<i>90,1</i>	<i>90,1</i>	<i>90,1</i>
<i>Eurobond 2021</i>	<i>-</i>	<i>449,3</i>	<i>449,3</i>	<i>449,3</i>	<i>449,3</i>
Commerz bank Allemagne	13,6	14,0	14,3	14,1	14,3
Deutsche banque Espagne	32,8	24,8	23,4	21,9	21,9
Inter Islamic trade Finance Corporation	5,1	9,2	9,6	21,4	22,2
INTESA SANPAOLO SPA	98,4	79,1	79,1	79,1	77,3
NR_ECMR	6,2	-	-	-	-
Raiffeisen Bank Inter AG	5,9	5,7	5,7	5,7	5,7
SOCIETE GENERALE NEW YORK - EXIM BANK US	33,2	30,3	30,6	30,4	29,1
Standard Chartered Londres	60,2	55,7	55,7	55,7	55,7
Total Général	6 891	7 555	7 555	7 607	7 639

* données définitives

** données semi-définitives

*** données provisoires

Source : CAA

La dette multilatérale de l'Administration Centrale est évaluée à 3 380 milliards de FCFA à fin mars 2022. Elle est composée essentiellement de : (i) la dette envers la Banque Mondiale (IDA, BIRD), évaluée à 1 215,6 milliards de FCFA et représentant 36,0% de la dette multilatérale, soit 15,9% de la dette extérieure totale ; (ii) la dette auprès du groupe de la BAD (FAD, BAD), estimée à 930,9 milliards de FCFA, représentant 27,5% de la dette multilatérale et 12,2% de la dette extérieure totale ; et (iii) la dette envers le FMI (sous forme d'appuis budgétaires décaissés dans le cadre des PEF et de la lutte contre la COVID-19) évaluée à 745,7 milliards de FCFA, soit à 22,1% de la dette multilatérale et 9,8% de la dette extérieure.

La dette bilatérale de l'Administration Centrale estimée à 3 268 milliards de FCFA, provient principalement de : (i) la Chine qui détient 2 025,1 milliards de FCFA de cette dette, soit 62,0%

de l'encours de la dette bilatérale et 26,5% de la dette extérieure totale ; et (ii) la France, qui possède 923,2 milliards de FCFA, soit 28,3% de la dette bilatérale et 12,1% de la dette extérieure totale.

La dette de l'Administration Centrale dite commerciale s'élève à 991 milliards de FCFA et provient majoritairement (à hauteur de 54,7%) des Eurobonds émis en 2015 et 2021 évalués à 542,0 milliards de FCFA, soit 7,1% de la dette extérieure totale, et de 11,9% de la Bank of Chine, dont l'encours est estimé à 118,2 milliards de FCFA, soit 1,5% de la dette extérieure.

II.1.2. DETTE INTERIEURE DE L'ADMINISTRATION CENTRALE

II.1.2.1. DETTE INTERIEURE HORS RESTES A PAYER

A fin mars 2022, l'encours de la dette intérieure de l'Administration Centrale (Hors Restes à Payer de plus de 3 mois) est évalué à 2 784,5 milliards de FCFA et représente 11,6% du PIB. Cet encours est en augmentation de 1,2% en glissement mensuel, de 0,6% en glissement trimestriel et de 1,9% en glissement annuel. La répartition de cette dette est telle que : (i) 48,2% provient de l'émission des titres publics (BTA, OTA et OT) ; dont 77,2% d'OTA ; (ii) 28,9% correspond à la dette structurée constituée en grande partie de la dette structurée non bancaire (à hauteur de 54,4% de la dette structurée) ; (iii) 20,7% provient de la dette consolidée BEAC et ; (iv) 2,2% de dette non structurée, issue en grande partie des dettes liées aux indemnités et de la dette commerciale.

Tableau 3 : Encours de la dette intérieure hors Restes à Payer

Rubriques	31 Mars 2021 *	31 Décembre 2021 **	31 Janvier 2022 ***	28 Février 2022 ***	31 Mars 2022 ***
Montant en Milliards de FCFA					
Titres Publics	1 132,2	1 276,0	1 324,0	1 294,6	1 341,0
Bons de Trésor Assimilable	219,7	241,0	289,0	264,5	241,0
OTA	727,5	935,0	935,0	930,1	1 035,1
OTA 2 ans	55,3	33,4	33,4	33,4	33,4
OTA 3 ans	132,8	132,8	132,8	118,0	85,5
OTA 5 ans	348,7	481,1	481,1	481,1	618,7
OTA 6 ans	93,0	160,0	160,0	160,0	160,0
OTA 7 ans	52,7	82,7	82,7	82,7	82,7
OTA 10 ans	45,0	45,0	45,0	84,9	54,9
OT	185,1	100,0	100,0	100,0	64,9
ECMR 5,5% 2018-2023	150,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Emprunt consolidé BEAC	576,9	576,9	576,9	576,9	576,9
Dette Structurée	841,6	850,7	838,8	815,1	805,2
Dette Structurée Bancaire	412,6	396,2	389,2	369,9	366,9
Dette Bancaire Titrisée	1,7	1,7	1,7	1,7	1,7
ECOBANK	70,7	61,7	59,3	56,1	56,1
PLANUT 1	17,7	13,6	11,6	10,1	10,1
PLANUT 2	52,8	47,5	47,5	45,8	45,8
PLANUT 2 - substituée BGFI - tranche A	19,0	16,5	16,5	16,5	16,5
PLANUT 2 - substituée BGFI - tranche B	33,8	31,0	31,0	29,3	29,3
SIC COFFOR	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
BGFI	40,9	31,9	30,5	27,5	27,5
PLANUT	20,9	17,7	16,8	16,8	16,8
STADE JAPOMA	20,0	14,2	13,7	10,7	10,7
Banque Atlantique Cameroun (PLANUT)	177,1	141,5	141,5	129,6	129,6
PLANUT	177,1	141,5	141,5	129,6	129,6
UBA	14,0	12,0	12,0	12,0	10,0
STADE OLEMBE	14,0	12,0	12,0	12,0	10,0
CCA BANK	6,3	10,0	10,0	10,0	10,0
FCP coût résiduel achèvement Stade OLEMBE	6,3	10,0	10,0	10,0	10,0
CREDIT FONCIER	36,8	33,8	33,8	32,7	31,7
LOGEMENTS SOCIAUX	15,0	15,0	15,0	14,5	14,0
SIC ETAT SIEGE	21,8	18,8	18,8	18,2	17,7
SCB	-	10,1	10,1	10,1	10,1
Pénétrante Est Douala	-	10,1	10,1	10,1	10,1
SOCIETE GENERALE CAMEROUN	65,1	93,9	90,2	90,2	90,2
Cession de créances ENEO 2020	45,8	38,6	37,8	37,8	37,8
Cession de créances ENEO 2021 - Pool de 6 banques	19,0	38,9	38,9	38,9	38,9
Cession de créances TOTAL CAMEROUN	13,5	13,5	13,5	13,5	13,5
Cession de créances NEPTUNE OIL	5,8	2,9	-	-	-
Dette structurée non bancaire	429,0	454,4	449,6	445,2	438,3
Dette titrisée	84,1	69,2	66,8	66,4	63,8
Dette croisée et B.T.P titrisée	3,6	6,6	6,6	1,3	1,3
PAD	20,0	20,0	20,0	20,0	20,0
SONARA	62,5	47,6	45,2	45,2	42,5
Dette non titrisée	1,7	1,7	1,7	1,7	1,7
Dette B.T.P non titrisée	1,7	1,7	1,7	1,7	1,7
Dette vis-à-vis des Ent. Publ. et Parapubliques	268,6	310,2	308,2	306,2	304,5
CNPS	132,2	132,2	132,2	132,2	132,2
Anciennes conventions	69,6	69,6	69,6	69,6	69,6
Immeuble ministériel - CNPS	4,7	4,7	4,7	4,7	4,7
Avance de trésorerie N°1	15,0	15,0	15,0	15,0	15,0
Avance de trésorerie N°2	10,0	10,0	10,0	10,0	10,0
Avance de trésorerie N°3	2,9	2,9	2,9	2,9	2,9
Avance de trésorerie N°4	30,0	30,0	30,0	30,0	30,0
ALUCAM	2,9	2,9	2,9	2,9	2,9
PAD	13,6	8,6	8,6	7,1	7,1
Paiement guichet CAA	3,8	1,8	1,8	0,3	0,3
Paiement guichet DGTCFM	9,8	6,8	6,8	6,8	6,8
PAK	-	24,8	24,8	24,8	24,8
SRC/BICEC/SIMAR	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
CAMTEL	16,6	53,9	52,9	51,9	50,7
CAMWATER	5,5	5,5	5,5	5,5	5,5
SOPECAM	2,4	2,4	2,4	2,4	2,4
CDE/CAMWATER	18,7	18,7	18,7	18,7	18,7
CAMRAIL	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1
SIC	35,2	33,9	33,9	33,4	33,4
SONATREL	40,3	26,3	26,3	26,3	25,8
Dette vis-à-vis des Ent. Privées	73,0	71,7	70,8	69,8	67,2
BENEFICIAL (priva.SOCAR)	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
ENEO	40,1	40,1	40,1	40,1	40,1
G.I.D.E.P.P.E	3,9	0,0	0,0	0,0	0,0
HYSACAM	7,7	7,7	7,7	7,7	7,7
LES MINOTERIES DU CAMEROUN	2,4	2,4	2,4	2,4	2,4
MARKETERS	26,1	21,3	20,4	19,1	18,8
CORLEY	9,4	6,4	6,4	5,4	5,4
OLA - Energy	6,4	4,6	3,7	3,7	3,7
GREEN OIL	10,3	10,3	10,3	10,3	7,7
Autres conventions	1,6	1,6	1,1	1,1	1,1
Dette Non Structurée	67,9	62,4	62,3	61,7	61,4
Dette Commerciale	18,5	13,9	13,9	13,3	13,0
Dette Locative	10,7	10,6	10,6	10,6	10,6
Indemnités	26,6	26,5	26,5	26,5	26,5
Autres Dettes Non Structurées	12,0	11,4	11,4	11,4	11,4
Total Général	2 618,6	2 765,9	2 802,0	2 748,3	2 784,5

* données définitives ** données semi-définitives *** données provisoires

Source : CAA

II.1.2.2. RESTES A PAYER

En attente d'informations actualisées provenant de la Balance Générale du Trésor, l'encours des Restes à Payer demeure identique à celui arrêté pour l'instant à fin Décembre 2021. Il est évalué à près de 311 milliards de FCFA à fin mars 2022, avec 54,8% des Restes à Payer de plus de 3 mois. Par rapport à mars 2021, cet encours connaît une diminution de 15,0%.

Tableau 4 : Encours des Restes à Payer

Libellé	31 Mars 2021 **	31 Décembre 2021 ***	31 Janvier 2022 ***	28 février 2022 ***	31 Mars 2022 ***
Montants en milliards de FCFA					
Restes à Payer de plus de trois mois	281,2	170,2	170,2	170,2	170,2
BIENS ET SERVICES	68,6	42,9	42,9	42,9	42,9
INVESTISSEMENTS ET FONDS DE CONTREPARTIE	106,0	49,2	49,2	49,2	49,2
AUTRES DEPENSES DU PERSONNEL	4,9	4,2	4,2	4,2	4,2
AUTRES TRANSFERTS	37,4	36,8	36,8	36,8	36,8
SUBVENTION	29,6	16,7	16,7	16,7	16,7
PARTICIPATION ET RESTRUCTURATION	21,8	13,0	13,0	13,0	13,0
DETTE INTERIEURE RESEAU BUDGET	12,9	7,3	7,3	7,3	7,3
Restes à Payer de moins de trois mois	84,1	140,4	140,4	140,4	140,4
BIENS ET SERVICES	25,1	58,9	58,9	58,9	58,9
INVESTISSEMENTS ET FONDS DE CONTREPARTIE	8,9	35,9	35,9	35,9	35,9
AUTRES DEPENSES DU PERSONNEL	1,5	4,9	4,9	4,9	4,9
AUTRES TRANSFERTS	30,3	10,4	10,4	10,4	10,4
SUBVENTION	15,1	9,7	9,7	9,7	9,7
PARTICIPATION ET RESTRUCTURATION	3,0	15,5	15,5	15,5	15,5
DETTE INTERIEURE RESEAU BUDGET	0,2	5,1	5,1	5,1	5,1
TOTAL Restes à Payer	365,3	310,6	310,6	310,6	310,6

* données définitives ** données semi-définitives *** données provisoires

Source : DGT/CFM/CAA/CNDP

II.2. DETTE DES ENTREPRISES ET ETABLISSEMENTS PUBLICS

Encadré 1 :

Dans le cadre de la préparation du budget de l'Etat pour l'exercice 2022, le Président de la République a réitéré par Circulaire N°001 du 30 août 2021, la nécessité de poursuivre l'intégration dans le Champs de la dette publique de la dette des Entreprises et Etablissements publics, ainsi que celle des autres démembrements de l'Etat y compris le suivi des passifs conditionnels et notamment les PPP. Ces éléments sont rappelés dans la Loi de finances 2022 à travers la Stratégie d'Endettement et l'impact potentiel sur la viabilité de la dette publique.

Au 31 mars 2022, après la prise en compte des nouvelles informations tirées de l'enquête de notification, la dette directe recensée des Entreprises et Etablissements Publics est estimée à 862,3 milliards de FCFA, soit 3,4% du PIB. Elle se compose de 53,4% de dette extérieure et 46,6% de dette intérieure.

II.2.1. DETTE INTERIEURE DES ENTREPRISES ET ETABLISSEMENTS PUBLICS

Au terme du premier trimestre 2022, l'encours de la dette intérieure des Entreprises et Etablissements Publics recensés, est en baisse de 0,7% en glissement mensuel, de 2,2% par rapport à Décembre 2021 et de 5,2% par rapport à la même période en 2021. Cet encours s'élève à 400,9 milliards de FCFA et sa principale composante est la dette de la SONARA (dette bancaire et dette fournisseur) qui s'élève à 280,9 milliards de FCFA et représente 70,1% de cette dette.

Tableau 5 : Encours de la dette intérieure des entreprises et établissements publics

Dettes financières Intérieures des entreprises publiques et parapubliques	31 Mars 2021 ***	31 décembre 2021 ***	31 Janvier 2022 ***	28 février 2022 ***	31 mars 2022 ***
Montants en Milliards de FCFA					
SCDP	1,0	0,4	0,3	0,3	0,2
SONARA	293,3	285,6	284,0	282,4	280,9
SONARA Dette Bancaire	264,5	256,8	255,2	253,6	252,0
SONARA Dette Fournisseur	28,8	28,8	28,8	28,8	28,8
CAMAIR-CO	62,4	62,4	62,4	62,4	62,4
CAMTEL	22,5	19,2	18,2	17,9	17,5
CAMWATER	5,2	5,2	5,2	5,2	5,2
CDC	12,1	12,1	12,1	12,1	12,1
MAETUR	3,3	3,3	3,3	3,3	3,3
MEAO	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
PAD	19,6	21,0	20,6	20,2	19,3
CAA	1,1	0,6	0,6	-	-
Total Dette intérieure	423,0	409,8	406,8	403,9	400,9

*** données provisoires non exhaustives - en cours de finalisation

Source : CTR/CAA

II.2.2. DETTE EXTÉRIEURE DIRECTE DES ENTREPRISES ET ETABLISSEMENTS PUBLICS

Après exploitation des informations collectées, la dette extérieure directe des Entreprises et Etablissements Publics recensés à fin mars 2022 est évaluée à 461,4 milliards de FCFA, y compris les dettes fournisseurs et d'exploitations de la SONARA et de la CAMAIR-CO. Cet encours est en hausse de 0,6% en glissement mensuel, 0,6% par rapport à Décembre 2021 et de 2,2% en glissement annuel.

Tableau 6 : Encours de la dette extérieure des entreprises et établissements publics.

Dettes financières extérieures des entreprises publiques et parapublique non avalisées par l'Etat	31 Mars 2021 ***	31 décembre 2021 ***	31 Janvier 2022 ***	28 février 2022 ***	31 Mars 2022 ***
Montants en Milliards de FCFA					
ADC	13,1	13,1	13,1	13,1	13,1
SODECOTON	-	-	-	-	-
SONARA	357,2	365,5	367,4	366,7	369,4
CAMAIR-CO	61,6	61,6	61,6	61,6	61,6
CAMWATER	-	-	-	-	-
CAMRAIL	-	-	-	-	-
PAD	18,0	18,4	18,0	17,2	17,2
TOTAL	449,9	458,6	460,1	458,6	461,4

* données définitives *** données provisoires non exhaustives - en cours de

Source : CTR/CAA

II.3. PASSIFS CONDITIONNELS EXPLICITES DE L'ETAT

Encadré 2 :

Les passifs conditionnels représentent des créances financières virtuelles de l'Etat, non encore matérialisées, mais susceptibles de se traduire par des obligations financières fermes dans certaines circonstances. Ainsi, étant donné que les passifs conditionnels constituent un risque budgétaire pour l'Etat, leur suivi et évaluation sont encouragés, non seulement par souci de transparence, mais surtout pour mettre à disposition des acteurs, des informations utiles pour diverses analyses, notamment l'impact potentiel sur l'endettement public et sa prise en compte dans les Analyses de la Viabilité de la Dette (AVD) et diverses autres analyses liées aux risques budgétaires.

Dans cette conjoncture, ces passifs explicites se limitent à la dette garantie par l'Etat et aux Partenariats Publics Privés (PPP).

Au 31 mars 2022, les passifs conditionnels explicites de l'Etat sont estimés à 3 360 milliards de FCFA dont 0,6% provenant de la dette garantie par l'Etat et 99,4% représentant le montant des partenariats publics privés actifs.

II.3.1. DETTE AVALISEE PAR L'ETAT

Concernant la dette avalisée par l'Etat, étant donné que l'Etat n'a accordé aucun aval depuis l'année 2021, la dette garantie résulte uniquement des anciennes conventions. Durant le mois de mars 2022, aucun remboursement de principal n'ayant été enregistré, l'encours de la dette garantie est identique à celle du mois précédent et s'élève à 21,3 milliards de FCFA, soit 0,1% du PIB.

Tableau 7 : Encours de la dette avalisée par l'Etat

CREANCIER	ENTREPRISE BENEFICIAIRE	31 mars 2021 **	Encours au 31 Décembre 2021 ***	Encours au 31 Janvier 2022 ***	Encours au 28 février 2022 ***	Encours au 31 mars 2022 ***
AFD	PAD	2,8	1,8	1,8	1,8	1,8
AFDB	DPDC	3,0	1,8	1,8	1,8	1,8
FMO	DPDC	3,0	1,8	1,8	1,8	1,8
IFC	DPDC	3,0	1,8	1,8	1,8	1,8
AFDB	KPDC	7,5	6,0	6,0	6,0	6,0
BDEAC	KPDC	2,6	2,1	2,1	2,1	2,1
EIB	KPDC	7,4	5,9	5,9	5,9	5,9
TOTAL EN MILLIARDS DE FCFA		29,4	21,3	21,3	21,3	21,3

* données définitives ** données semi-définitives *** données provisoires

Source : CAA

II.3.2. PARTENARIAT PUBLIC PRIVÉ (PPP)

Encadré 3 :

Un Partenariat Public Privé (PPP) est un accord contractuel par lequel l'Etat, une Collectivité Territoriale Décentralisée, un Etablissement Public, une Entreprise Publique ou tout autre organisme public, confie à une entité privée, pour une période déterminée en fonction de la durée d'amortissement des investissements ou des modalités de financement retenues, une mission globale contribuant au service public. Le partenaire privé reçoit en contrepartie un paiement, soit du partenaire public, soit des usagers du service, soit des deux partenaires public et privé (mixte) qu'il gère.

Au Cameroun, la réglementation sur les Partenariats Publics Privés (PPP) a été mise en place le 29 décembre 2006 dans la loi n° 2006/012. Par la suite, le Conseil d'Appui à la Réalisation des Contrats de Partenariat (CARPA) créé par décret n°2008/035 du 23 janvier 2008 modifié et complété par décret n°2012/148 du 21 mars 2012. Cet organisme chargé de l'évaluation de la faisabilité des projets en contrat de partenariat est placé sous la tutelle technique du Ministère chargé de l'Economie (MINEPAT).

Il convient de relever que plusieurs entités interviennent dans le cadre du PPP, outre les autorités contractante, mais également le CARPA, le Comité en charge de l'émission des avis de soutenabilité budgétaire, le CNDP où siège le Président du CARPA comme membre permanent pour des questions liées aux demandes de garanties, à l'impact potentiel sur la viabilité de la dette publique. De façon régulière ces informations sur l'évolution et les caractéristiques des PPP seront présentées pour diverses analyses sur les risques budgétaires, les engagements de l'Etat et les potentiels impacts sur l'endettement public comme précédemment relevé. Aussi, un nouveau cadre institutionnel des PPP est en cours d'élaboration et suivi dans des différents programmes en cours avec le FMI, la Banque mondiale, ainsi qu'au niveau de la CEMAC pour une optimisation de ces financements nécessaires pour l'atteinte des objectifs de développement du Cameroun et des pays de la CEMAC

Au 31 mars 2022, le montant des financements des projets signés sous forme de PPP est estimé à environ 3 338,4 milliards de FCFA représentant 13,1% du PIB. Les PPP actifs suivis au niveau du CARPA, sont évalués à 491,8 milliards de FCFA (soit 1,9% du PIB), dont 285 milliards de FCFA signés dans le cadre de deux projets avec le MINTP comme partenaire public.

Par ailleurs, l'Etat du Cameroun a signé en novembre 2018 avec des partenaires privés, le contrat de financement du projet de construction et d'aménagement du barrage hydroélectrique de Nachtigal, pour un montant de 723 milliards de FCFA. Pour la mise en œuvre de ce projet, l'Etat a donné une garantie durant la phase de construction et d'exploitation. Il s'agit en effet d'une caution donnée par l'Etat par laquelle, il s'engage à indemniser les investisseurs en cas de résiliation des contrats de réalisation du projet, d'abandon, d'annulation du projet ou de reprise des infrastructures par l'Etat, durant la période de construction ou d'exploitation.

Aussi, en Juillet 2021, le Port Autonome de Douala a signé avec un partenaire privé, un accord de financement pour la construction, l'exploitation et la réhabilitation de 10 magasins cales au Port de Douala portant sur un montant de 16 milliards de FCFA pour une durée de réalisation de 25 ans.

En outre, en février 2022, le Cameroun et le Congo ont signé le contrat de financement du projet de construction du chemin de fer reliant MBALAM au port de Kribi avec des partenaires privés. Il consistera d'abord en la construction d'un terminal minéralier au port de Kribi puis la construction effective du chemin de fer reliant MBALAM à ce terminal minéralier. De façon globale le coût du projet est estimé à 5 400 milliards de FCFA dont 2 107,5 milliards de FCFA du côté du Cameroun, soit 202 milliards de FCFA pour le terminal minéralier et 1 905,1 milliards de FCFA pour le chemin de fer.

Le tableau ci-après présente le détail des projets signés sous forme de PPP.

Tableau 8 : Liste des projets signés sous forme de PPP

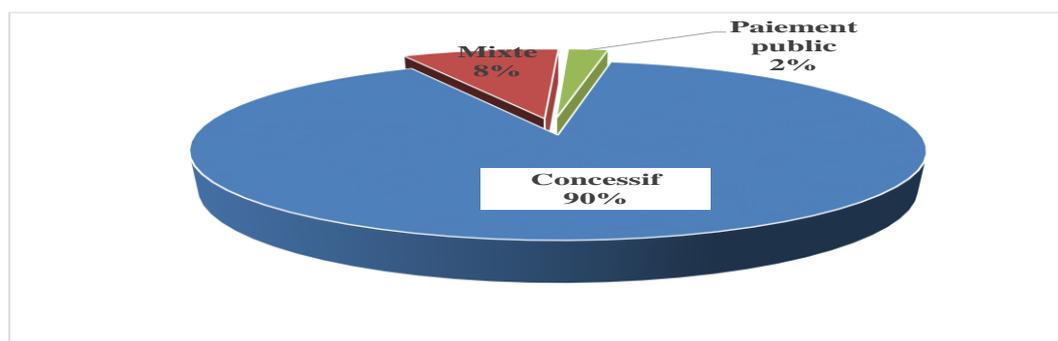
Code projet	Objet du projet	Partenaire public	Date de signature	Type de PPP	Montant de l'investissement au 31 Décembre 2021 ***	Montant de l'investissement au 31 Janvier 2022 ***	Montant de l'investissement au 28 Février 2022 ***	Montant de l'investissement au 31 Mars 2022 ***
Montant en milliards de FCFA								
P12-001	Construction, gestion et maintenance du marché Congo à Douala	Communauté Urbaine de Douala	12 septembre 2012	Concessif	27,8	27,8	27,8	27,8
P13-001	Réhabilitation du laboratoire central de l'hôpital général de Yaoundé	Hôpital Général de Yaoundé	17 août 2015	Paiement public	1,1	1,1	1,1	1,1
P15-005	Modernisation du système informatique de la Douane au Cameroun	MINFI	signé le 04/09/2015, et entré en vigueur le 01/06/2017	Paiement public	34	34	34	34
P14-002	Approvisionnement supplémentaire de 50 000 m ³ d'eau /jour dans la ville de Yaoundé	ETAT/ Ministère de l'Eau et de l'Energie	01/12/2014	Concessif	26	26	26	26
P16-006	Transport urbain de masse dans la ville de Yaoundé	MINT/CUY	31/08/2016	Mixte	17	17	17	17
P16-004	Réhabilitation de la blanchisserie de l'Hôpital Général de Douala	HGD	12/10/2017	Paiement public	0,4	0,4	0,4	0,4
P15-009	Construction de 6 immeubles de rapport à Okolo	CNPS	13/04/2017	Mixte	11	11	11	11
P13-005	Gare routière de SODIKO	CUD	28/07/2017	Concessif	2,2	2,2	2,2	2,2
P17-001	Réhabilitation, exploitation et maintenance de l'immeuble CNPS Avenue de Gaulle à Douala	Caisse Nationale de Prévoyance Sociale (CNPS)	23 octobre 2017	Concessif	13	13	13	13
P17-013	Kiosques urbains dans la ville de Douala (1400 kiosques)	CUD		Concessif	6,8	6,8	6,8	6,8
P16-001	Construction de 14 postes de péage dans les principaux axes routiers du Cameroun	MINTP		Paiement public	35	35	35	35
P17-004	Financement, conception, construction, exploitation et maintenance Kiosques multifonctions pour la ville de Yaoundé	CUY		Concessif	5	5	5	5
P13-003	Autoroute Kribi-Lolabé	MINTP	30/12/2020	Mixte	250	250	250	250
P17-012	Contrôle des axes routiers en vue de la réduction des accidents	MINT	18/02/2022	Concessif	0	0	3	3
P17-013	Projet de mise en place de la couverture santé universelle	MINSANTE	27/08/2020	Concessif	52	52	52	52
P17-014	Projet de réalisation de Centres hospitaliers ambulatoires à Bertoua et à Douala	MINSANTE	03/12/2021	Concessif	7,6	7,6	7,6	7,6
Total (CARPA)					488,9	488,9	491,9	491,9
	Projet de construction du barrage hydroélectrique de NACHTIGAL	NHPC - Nachtigal Hydro Power Company	01/11/2018	concessif	723	723	723	723
	Projet de construction du Terminal à conteneur du Port de Kribi	MINT et PAK	27/07/2017	concessif	N/D	N/D	N/D	N/D
	construction de magasin de Cale	PAD	01/07/2021	concessif	16	16	16	16
	projet de construction du chemin de fer Cameroun-Congo (Pour Mémoire) constitué des phases :	MINT et PAK	25/02/2022	concessif	0	0	5400	5400
	1- Projet de construction du Terminal minéralier du Port de Kribi	MINT et PAK	25/02/2022	concessif	0	0	202,4 (**)	202,4 (**)
	2- projet de construction du chemin de fer reliant MBALAM au port de Kribi	MINT	25/02/2022	concessif	0	0	1905,1 (**)	1905,1 (**)
					(**) ce montant correspond uniquement à la partie Cameroun			
Total Général					1 227,9	1 227,9	3 338,4	3 338,4

*** données provisoires

Source : CARPA/CAA/CNDP

L'ensemble de ces financements sont à 90% des PPP de type concessif (c'est-à-dire que le partenaire privé sera rémunéré directement par les bénéficiaires définitifs ou les usagers du projet en question). Concernant les 10% restants, environ 2% sont dit à paiement public (le cocontractant est rémunéré exclusivement par le partenaire public sur toute la durée du contrat) et 8% de type Mixte (c'est-à-dire concessif d'une part et à paiement public d'autre part). La dominance des PPP de type concessif réduit considérablement le risque budgétaire auquel ces formes de partenariat pourraient exposer l'Etat. Toutefois, considérant les PPP à paiement public, cela suppose une dotation d'engagement budgétaire d'environ 72,5 milliards de FCFA en marge des dotations pour les PPP de type mixte qui pourrait avoisiner 150 milliards de FCFA pendant la période de paiement notamment durant la période d'exploitation.

Graphique 3 : répartition du montant total des PPP en mars 2022 selon ses différentes formes



Sources : CARPA/CAA/CNDP

III. SERVICE DE LA DETTE DE L'ADMINISTRATION CENTRALE

Durant le mois de mars 2022, l'Etat a effectivement réglé 80,3 milliards de FCFA de service de la dette (Hors Restes à Payer), dont 68,3 milliards de FCFA au titre du remboursement du principal et 12,0 milliards de FCFA pour le paiement des intérêts.

Ce service représente 88,3% du service prévisionnel estimé à 90,9 milliards de FCFA, dont 77,2 milliards de FCFA pour le remboursement du principal et 13,7 milliards de FCFA pour le paiement des intérêts et commissions. En termes de composition, ce service est consacré à : (i) 57,1% au règlement de la dette intérieure ; et (ii) 42,9% au service de la dette extérieure.

Ainsi, le cumul du service réglé au premier trimestre 2022 s'élève à 293,8 milliards de FCFA, dont 191,3 milliards de FCFA pour la dette extérieure et 102,5 milliards de FCFA au titre de la dette intérieure (Hors Restes à Payer). Ce service est supérieur à celui du premier trimestre 2021 qui s'élevait à 131,1 milliards de FCFA avec 99,2 milliards de FCFA au titre de la dette extérieure et 31,9 milliards de FCFA au titre de la dette intérieure.

Tableau 9 : Service de la dette publique

(Montant en milliards de FCFA)	Service effectif Mars 2021 *	Cumul Service effectif Janvier - Décembre 2021 *	Service effectif Janvier 2022 **	Service effectif Février 2022 **	Service Prévisionnel Mars 2022	Service effectif Mars 2022 ***			Cumul Service effectif Janvier - Mars 2022 ***			Service Prévisionnel Avril 2022
						Principal	Intérêt	Total	Principal	Intérêt	Total	
	Total	Total	Total	Total	Total							
Dettes extérieures	25,3	737,3	133,5	23,3	69,5	24,8	9,7	34,5	117,3	74,0	191,3	53,8
Multilatérale	9,6	60,8	0,5	8,3	20,8	9,5	3,1	12,6	15,9	5,4	21,3	4,9
Bilatérale	2,2	139,7	131,3	7,6	29,8	8,0	4,9	12,9	86,2	65,6	151,8	43,9
Commerciale	13,4	536,8	1,7	7,5	18,9	7,3	1,7	9,0	15,1	3,0	18,2	5,0
Dettes intérieures (hors RAP)	6,8	291,8	13,3	43,4	21,4	43,5	2,3	45,8	94,5	8,0	102,5	16,9
Titres publics (hors BTA)	-	111,7	-	14,8	1,6	32,5	-	32,5	47,3	-	47,3	-
Emprunt consolidé BEAC	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dettes structurées	6,8	174,3	13,2	28,0	17,7	10,7	2,3	13,0	46,2	8,0	54,2	15,9
Dettes non structurées	0,0	5,8	0,1	0,6	2,1	0,3	-	0,3	1,0	-	1,0	1,0
Total Dette Publique	32,1	1 029,1	146,8	66,7	90,9	68,3	12,0	80,3	211,8	82,0	293,8	70,7
Allègements reçus - Initiative G20 pour lutter contre la COVID-19	13,3	165,0	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

* données définitives ** données semi-définitives *** données provisoires

Source : CAA

III.1. SERVICE DE LA DETTE EXTERIEURE DE L'ADMINISTRATION CENTRALE

Pendant le mois de mars 2022, environ 34,5 milliards de FCFA ont été réglés par le Trésor Public au titre du service de la dette extérieure constituée de 71,9% du principal payé et 28,1% du règlement des intérêts et commissions.

Ce service a été réglé à hauteur de : (i) 37,5% aux créanciers bilatéraux; (ii) 36,4% en faveur des partenaires multilatéraux; (iii) et 26,1% au profit des commerciaux.

Le service de la dette extérieure réglé pour le compte du premier trimestre 2022, s'élève à 191,3 milliards de FCFA. Il porte sur 117,3 milliards de FCFA de principal et 74,0 milliards de FCFA d'intérêts. Il a été réglé à 79,4% aux créanciers bilatéraux ; 11,2% aux créanciers multilatéraux et 9,5% aux partenaires commerciaux.

Il y a lieu de relever que les remboursements des services allégés lors des phases antérieures de l'Initiative de Suspension du Service de la Dette par le pays membres du G20 et du Club de Paris ont débuté en 2022. Cette initiative n'a pas été reconduite par le Cameroun.

Tableau 10 : Service de la dette extérieure

(Montant en milliards de FCFA)	Service effectif Mars 2021 *	Cumul Service effectif Janvier - Décembre 2021 *	Service effectif Janvier 2022**	Service effectif février 2022 **	Service prévisionnel Mars 2022	Service effectif Mars 2022 ***			Cumul Service effectif Janvier - Mars 2022 ***			Service prévisionnel Avril 2022
						Principal	Intérêt	Total	Principal	Intérêt	Total	
Bailleurs	Total	Total	Total	Total	Total	Principal	Intérêt	Total	Principal	Intérêt	Total	Total
Multilatéral	9,6	60,8	0,5	8,3	20,8	9,5	3,1	12,6	15,9	5,4	21,3	4,9
BAD	1,2	7,7	-	2,4	6,1	3,5	0,0	3,5	5,7	0,2	5,9	-
BADEA	0,5	1,7	0,0	-	0,8	0,4	0,1	0,5	0,4	0,1	0,5	0,1
BDEAC	-	5,8	-	1,0	-	-	-	-	0,6	0,3	1,0	-
BEI	0,8	4,6	0,1	0,2	0,8	0,6	0,1	0,8	0,8	0,2	1,0	0,2
BID	-	2,9	-	-	2,9	-	-	-	-	-	-	2,4
BIRD	-	1,9	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
FAD	1,2	7,3	0,1	0,9	3,0	0,7	0,6	1,3	1,2	1,1	2,3	1,3
FED	0,1	0,2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
FIDA	0,4	1,6	-	0,4	0,4	0,3	0,1	0,3	0,6	0,1	0,7	0,1
FSN	-	0,1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
FSOPEP	0,1	3,2	0,1	0,3	0,1	0,1	0,0	0,1	0,5	0,0	0,5	0,5
IDA	5,471	23,931	0,2	3,3	6,6	3,8	2,2	6,0	6,1	3,4	9,5	0,3
Bilatéral	2,2	139,7	131,3	7,6	29,8	8,0	4,9	12,9	86,2	65,6	151,8	43,9
AFD	-	-	3,3	-	8,6	1,8	0,1	1,9	5,1	0,1	5,1	10,9
CREDIT SUISSE	-	-	-	-	0,1	0,1	0,0	0,1	0,1	0,0	0,1	-
EXIMBANK CHINE	0,2	111,7	124,5	-	11,9	3,6	4,1	7,8	69,4	62,9	132,3	3,5
EXIMBANK INDE	0,3	1,1	-	-	-	-	0,4	0,4	-	0,4	0,4	-
EXIMBANK USA	1,7	6,3	-	-	1,6	1,6	0,1	1,7	1,6	0,1	1,7	-
EXIMBANK Turquie	-	14,3	-	7,4	-	-	0,0	0,0	5,5	1,9	7,4	-
FKDEA	-	1,6	0,1	0,2	-	-	-	-	0,3	0,0	0,3	-
France	-	-	3,3	-	6,6	-	-	-	3,3	-	3,3	29,5
FSD	-	-	0,1	-	0,4	0,3	0,0	0,4	0,4	0,1	0,5	-
JICA	-	0,0	-	-	0,7	0,6	0,1	0,7	0,6	0,1	0,7	-
Norvège (EKSPORTKREDITT NORGE SA)	-	4,8	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Commercial	13,4	536,8	1,7	7,5	18,9	7,3	1,7	9,0	15,1	3,0	18,2	5,0
Bank of China	3,8	21,44	-	5,4	3,7	2,8	0,7	3,5	7,4	1,6	8,9	-
BELFIUS BANQUE SA	2,1	7,95	0,1	0,3	3,4	0,5	-	0,5	0,9	0,0	0,9	0,5
DEUTSCHE BANQUE ESPAGNE	-	11,5630	1,6423	1,6	0,0	-	-	-	2,9	0,4	3,3	0,6
Eurobond N°1	-	456,42	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3,9
INTESA/CLIFFORD	4,0	23,989	-	-	3,4	1,8	0,7	2,4	1,8	0,7	2,4	-
ITFC	-	-	-	-	0,0	-	-	-	-	-	-	-
RAIFFESSEN BANK	-	0,35	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Société Générale	0,3	0,88	-	0,0	4,9	-	-	-	0,0	0,0	0,0	-
STANDARD CHARTERED BANK	0,549	8,274	-	0,0	1,1	-	-	-	-	0,0	0,0	-
BMCE Bank	2,6	5,920	-	-	2,3	2,2	0,3	2,5	2,2	0,3	2,5	-
Non résidents ECOMR	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total Général	25,3	737,3	133,5	23,3	69,5	24,8	9,7	34,5	117,3	74,0	191,3	53,8
Allègement reçus- Initiative G20 pour lutter contre la COVID-19	13,3	165,0										-

* données définitives

** données semi-définitives

*** données provisoires

Source : CAA

III.2. SERVICE DE LA DETTE INTERIEURE DE L'ADMINISTRATION CENTRALE

III.2.1. SERVICE DE LA DETTE INTERIEURE HORS RESTES A PAYER

Pendant le mois de mars 2022, l'Administration Centrale a réglé 45,8 milliards de FCFA au titre du service effectif de la dette intérieure hors Restes à Payer et BTA, dont 43,5 milliards de FCFA de principal et 2,3 milliards de FCFA d'intérêts. Ce service a porté pour : (i) 71,0% au règlement de la dette structurée ; (ii) 28,3% au remboursement des titres publics et ; (iii) 0,7% au règlement de la dette non structurée. Comparativement au service prévisionnel, il apparaît que 24,43 milliards de FCFA ont été réglés en plus au cours du mois.

Concernant le service cumulé sur le premier trimestre 2022, il s'élève à 102,5 milliards de FCFA, dont 94,5 milliards de FCFA de principal et 8,0 milliards de FCFA d'intérêts et commissions. Ce

service est constitué à 52,9% du service effectif de la dette structurée ; 46,1% au remboursement des titres publics émis et 1,0% au remboursement de la dette non structurée.

Tableau 11 : Service de la dette intérieure hors Restes à Payer et du club de paris

(Montant en milliards de FCFA)	Service effectif Mars 2021 *	Cumul Service effectif Janvier - Décembre 2021 *	Service effectif Janvier 2022 **	Service effectif Février 2022 **	Service prévisionnel Mars 2022	Service effectif Mars 2022 ***			Cumul service effectif Janvier - Mars 2022 ***			Service prévisionnel Avril 2022
	Total	Total	Total	Total	Total	Principal	Intérêt	Total	Principal	Intérêt	Total	Total
Titres Publics (hors remboursement BTA)	-	111,7	-	14,8	1,6	32,5	-	32,5	47,3	-	47,3	-
Bons de Trésor Assimilable	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Emissions	20,0	479,0	83,0	25,5	-	4,0	-	4,0	112,5	-	112,5	25,0
Remboursements	27,5	465,2	35,0	50,0	-	27,5	-	27,5	112,5	0,0	112,6	35,0
Financement net	- 7,5	13,8	48,0	- 24,5	-	- 23,5	-	- 23,5	- 0,0	- 0,0	- 0,1	-
Obligation de Trésor Assimilable	-	21,9	-	14,8	1,6	32,5	-	32,5	47,3	-	47,3	-
OTA 3 ans	-	-	-	14,8	-	32,5	-	32,5	47,3	-	47,3	-
OTA 7 ans	-	-	-	-	1,6	-	-	-	-	-	-	-
Emprunt consolidé BEAC	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dette Structurée	6,8	174,33	13,2	28,0	17,7	10,7	2,3	13,0	46,2	8,0	54,2	15,9
Dette Structurée Bancaire	0,5	107,6	7,6	23,5	6,7	3,0	1,2	4,2	29,3	5,9	35,3	4,9
ECOBANK	-	11,1	2,0	4,2	-	-	0,1	0,1	5,3	1,0	6,2	-
PLANUT	-	4,2	2,0	1,9	-	-	0,1	0,1	3,5	0,5	4,0	-
PLANUT 2	-	6,9	-	2,2	-	-	-	-	1,8	0,5	2,2	-
PLANUT 2 - substituée BGF1 - tranche A	-	3,3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
PLANUT 2 - substituée BGF1 - tranche B	-	3,6	-	2,2	-	-	-	-	1,8	0,5	2,2	-
BGF1	-	10,8	1,9	3,0	-	-	-	-	4,3	0,5	4,9	4,1
PLANUT	-	4,3	1,4	-	-	-	-	-	0,9	0,5	1,4	1,3
JAPOMA	-	6,4	0,5	3,0	-	-	-	-	3,5	-	3,5	2,8
Banque Atlantique Cameroun	-	61,0	-	15,1	-	-	-	-	11,9	3,2	15,1	-
PLANUT	-	61,0	-	15,1	-	-	-	-	11,9	3,2	15,1	-
UBA	-	4,8	-	-	-	2,0	0,4	2,4	2,0	0,4	2,4	-
STADE OLEMBE	-	4,8	-	-	-	2,0	0,4	2,4	2,0	0,4	2,4	-
CCA BANK	-	0,6	-	-	-	-	0,4	0,4	-	0,4	0,4	0,2
FCP coût résiduel achèvement Stade OLEMBE	-	0,6	-	-	-	-	0,4	0,4	-	0,4	0,4	0,2
CREDIT FONCIER	-	3,7	-	1,2	-	1,0	-	1,0	2,2	0,1	2,2	0,5
LOGEMENTS SOCIAUX	-	0,5	-	0,5	-	0,5	-	0,5	1,0	-	1,0	-
SIC ETAT SIEGE	-	3,2	-	0,7	-	0,5	-	0,5	1,2	0,1	1,2	0,5
SOCIETE GENERALE CAMEROUN	0,5	15,6	3,7	-	4,1	-	0,4	0,4	3,7	0,4	4,1	-
Cession de créances ENFO 2020	0,5	9,1	0,8	-	4,1	-	0,4	0,4	0,8	0,4	1,2	-
Cession de créances TOTAL CAMEROUN	-	0,5	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Cession de créances NEPTUNE OIL	-	5,9	2,9	-	-	-	-	-	2,9	0,0	2,9	-
Dette structurée non bancaire	6,3	66,7	5,6	4,6	11,1	7,7	1,1	8,0	16,9	2,0	18,2	11,0
Dette titrisée	2,2	22,0	3,2	0,5	-	2,7	0,9	3,6	5,4	1,9	7,3	3,5
Dette croisée et B.T.P titrisée	-	-	-	0,5	-	-	-	-	0,4	0,1	0,5	-
SONARA	2,2	22,0	3,2	-	-	2,7	0,9	3,6	5,1	1,7	6,8	3,5
Dette non titrisée	4,1	44,7	2,4	4,1	11,1	5,0	0,2	4,5	11,5	0,2	10,9	7,6
Dette vis-à-vis des Ent. Publ. et Parapubliques	-	31,4	1,0	3,1	5,0	2,4	-	1,7	6,5	-	5,8	5,5
SCDP	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
PAD	-	5,5	-	1,5	-	0,8	-	-	2,3	-	1,5	-
Palement guichet CAA	-	2,5	-	1,5	-	-	-	-	1,5	-	1,5	-
CAMTEL	-	10,6	1,0	1,1	3,0	1,2	-	1,2	3,2	-	3,2	3,0
CAMRAIL	-	-	-	-	0,5	-	-	-	-	-	-	0,5
SIC	-	1,3	-	0,5	0,5	-	-	-	0,5	-	0,5	-
SONATREL	-	14,0	-	-	1,0	0,5	-	0,5	0,5	-	0,5	2,0
Dette vis-à-vis des Ent. Privées	4,1	13,2	0,9	1,0	4,7	2,6	0,2	2,8	4,5	0,2	4,7	1,2
G.I.D.E.P.P.E	0,5	4,4	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
SCTB	0,5	0,5	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
SCC	-	0,3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
MARKETERS	3,1	8,1	0,9	1,0	4,7	2,6	0,2	2,8	4,5	0,2	4,7	-
CORLEY (Marketer)	2,0	5,0	-	1,0	1,0	-	-	-	1,0	-	1,0	-
OLA - Energy	0,9	2,7	0,9	-	0,9	-	-	-	0,9	-	0,9	-
GREEN OIL	0,2	0,5	-	-	2,8	2,6	0,2	2,8	2,6	0,2	2,8	-
Autres conventions	-	-	0,5	-	1,4	-	-	-	0,5	-	0,5	0,9
Dette Non Structurée	0,001	5,8	0,1	0,6	2,1	0,3	-	0,3	1,0	-	1,0	1,0
Dette Commerciale	-	4,9	0,0	0,6	0,7	0,3	-	0,3	0,9	-	0,9	0,4
Dette Locative	-	0,2	0,0	0,0	0,7	-	-	-	0,0	-	0,0	0,4
Indemnités	0,0	0,1	0,0	-	-	0,0	-	0,0	0,0	-	0,0	0,2
Autres Dette Non Structurée	-	0,7	0,0	0,0	0,7	0,0	-	0,0	0,0	-	0,0	-
Total Général	6,8	291,8	13,3	43,4	21,4	43,5	2,3	45,8	94,5	8,0	102,5	16,9

* données définitives ** données semi-définitives *** données provisoires

Source : CAA

III.2.2. VARIATION DES RESTES A PAYER

La Balance Générale du Trésor à fin 2021 est en cours de consolidation et les données des RAP sont statiques au niveau provisoire arrêté à 310,6 milliards de FCFA dont 170,2 milliards de FCFA des RAP de plus de 3 mois. Ainsi à fin mars, la variation mensuelle des Restes à Payer de plus de trois mois est nulle. En glissement annuel, les Restes à Payer ont baissé de 111 milliards de FCFA.

Tableau 12 : Variations des Restes à Payer (en milliards de FCFA)

Restes à Payer de plus de trois mois	Mars 2021 ***	Décembre 2021 ***	31 Janvier 2022 ***	28 février 2022 ***	31 Mars 2022 ***
BIENS ET SERVICES	14,06	-6,8	0,0	0,0	0,0
INVESTISSEMENTS ET FONDS DE CONTREPARTIE	35,21	-6,1	0,0	0,0	0,0
AUTRES DEPENSES DU PERSONNEL	1,54	0,2	0,0	0,0	0,0
AUTRES TRANSFERTS	15,17	3,6	0,0	0,0	0,0
SUBVENTION	18,41	2,0	0,0	0,0	0,0
PARTICIPATION ET RESTRUCTURATION	7,02	-1,5	0,0	0,0	0,0
DETTE INTERIEURE RESEAU BUDGET	3,18	-0,44	0,00	0,00	0,00
Total (en milliards de FCFA)	94,6	- 9,0	-	-	-

* données définitives ** données semi-définitives *** données provisoires **** données estimées

Source : CAA/CNDP

IV. EVOLUTION DES ENGAGEMENTS ET DES NOUVEAUX EMPRUNTS DE L'ADMINISTRATION CENTRALE

IV.1. NOUVEAUX ENGAGEMENTS SIGNES

Encadré 4 :

Suivant la définition retenue dans le cadre du programme avec le FMI, la Banque mondiale et diverses autres institutions, un prêt est dit concessionnel si son élément don (rapport exprimé en pourcentage, de l'écart entre la valeur initiale et la valeur actualisée du prêt, divisé par la valeur initiale du prêt) est supérieur ou égal à 35%.

Au cours du mois de mars 2022, aucune nouvelle convention n'a été signée. Le cumul des engagements extérieurs signés au premier trimestre 2022, s'élève à 99,0 milliards de FCFA, dont 98,4% sous forme d'appui budgétaire et 0,6% sous forme de prêt concessionnel.

Le plafond des engagements nouveaux pour l'année 2022 est fixé à 650 milliards de FCFA, dont 230 milliards de FCFA non concessionnels dans la LF 2022. Dans le cadre du programme en cours avec le FMI, ce plafond des nouveaux emprunts est désormais fixé en VAN à hauteur de 417 milliards de FCFA. Il reviendra de ce fait au Gouvernement camerounais de trouver une combinaison optimale des prêts concessionnels et non concessionnels à signer dans le respect des plafonds visés aussi bien dans le cadre de la loi de Finances que du suivi du programme avec le FMI et la Banque mondiale. Ainsi, la liste des projets prioritaires n'est plus une exigence du programme, mais un outil de contrôle et de pilotage dynamique en interne à suivre pour le non dépassement des différentes cibles à communiquer le cas échéant aux bailleurs de fond qui le sollicite.

Tableau 13 : Engagements signés de janvier à mars 2022

N°	Nom du projet	Date signature du décret	Date signature de la convention	Bailleur	Devise	Montants en millions de devise	Montants en Milliards de FCFA à la date de signature	Montants en Milliards de FCFA (évaluation au 31/03/22)	Concessionnalité
1	Financement complémentaire du programme intégré de développement et d'adaptation au changement climatique dans le bassin du Niger (PIDACC/BN)	25/01/2022	26/01/2022	FAD	USD	1,00	0,57	0,59	Concessionnel
2	Appui Budgétaire de la République Française (AFD)	04/02/2022	05/02/2022	AFD	EUR	150,00	98,39	98,39	Concessionnel
TOTAL							99,0	99,0	
<i>dont (1) prêts projets</i>							<i>0,6</i>	<i>0,6</i>	
<i>non concessionnel</i>							<i>-</i>	<i>-</i>	
<i>concessionnel</i>							<i>0,6</i>	<i>0,6</i>	
(2) appuis budgétaires							98,4	98,4	

Source : CAA/CNDP

IV.2. DECRETS D'HABILITATION

Durant le mois de mars 2022, aucun nouveau décret d'habilitation n'a été signé par le Président de la République. Toutefois au 4 avril 2022, trois (03) décrets d'habilitation sont en attente de signature des conventions de financement y relatives et portent sur un montant de 136,9 milliards de FCFA.

Tableau 14 : Décrets d'habilitation signés en instance à fin mars 2022

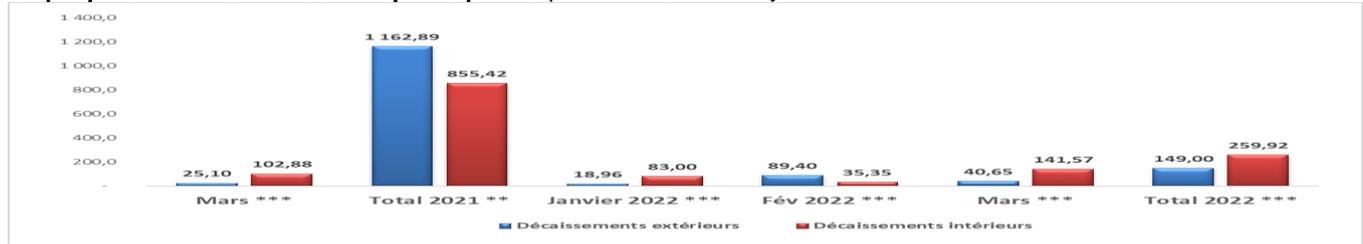
N°	Nom du projet	Date du décret	Bailleur	Devise	Montants en millions de devise	Montants en Milliards de FCFA affichés dans la publication	Montants en Milliards de FCFA (évaluation au 31 Mars 2022)	Concessionnalité
1	Projet de construction et d'équipement de l'Hôpital Régional annexe de Mbalmayo	01/06/2021	FSD	USD	12,0	6,7	7,1	Concessionnel
2	Projet d'extension au plan national du système intelligent de vidéosurveillance urbaine (phase II)	29/12/2021	Chine	EUR	50,0	32,8	32,8	Non concessionnel
3	Financement de la réalisation du projet de construction de la ligne 400 KV Nachtigal-Bafoussam ainsi que les ouvrages annexes	04/04/2021	Exinbank Inde	USD	164,7	97,8	97,00	Non concessionnel
GRAND TOTAL						137,3	136,9	

Source : CAA/CNDP

IV.3. DECAISSEMENTS DE L'ADMINISTRATION CENTRALE

Les décaissements sur emprunts publics effectués au mois de mars 2022 s'élèvent à 182,2 milliards de FCFA, dont 77,7% sur les ressources intérieures et 22,3% sur les créanciers extérieurs, portant ainsi le cumul des décaissements sur le premier trimestre de l'année 2022 à 408,9 milliards de FCFA.

Graphique 4 : Décaissements sur emprunts publics (en milliards de FCFA)



Source : CAA

IV.3.1. Décaissements sur financements extérieurs

Les décaissements sur ressources extérieures enregistrés durant le mois de mars 2022 sont estimés à 40,6 milliards de FCFA. Les décaissements des mois de février et janvier présentés dans les précédentes conjonctures, ont été revus à la hausse du fait de la prise en compte des décaissements de l'ITFC, de l'Inde et de la BAD auparavant indisponibles.

Ainsi, le cumul des décaissements extérieurs au cours du premier trimestre 2022 porte sur 149,0 milliards de FCFA, dont 71,7% en provenance des bailleurs de fonds multilatéraux, 15,5% tirés des bailleurs de bilatéraux et 12,8% des partenaires commerciaux. Ce cumul est constitué de (i) 45,4% d'appuis budgétaires, (ii) 41,8% de prêts projets à moyen terme, et (iii) 12,8% de prêts à court terme.

Le taux d'exécution à fin mars 2022 par rapport aux prévisions de la LF 2022, est de 8,4% pour décaissements sur prêts projets et 17,4% pour les appuis budgétaires.

IV.3.1.1. Décaissements par bailleur

Les tirages effectués durant le mois de mars 2022 proviennent à 60,9% des partenaires multilatéraux ; 25,3% des créanciers bilatéraux et 13,8% des partenaires commerciaux. C'est auprès de la BAD qu'ont été effectués les tirages les plus importants à hauteur de 22,0 milliards de FCFA pour la réalisation de 4 projets, dont le projet de construction de la route Batchenga-Ntui-Yoko-Lena-Tibati-Ngaoundéré.

Tableau 15 : Décaissements sur emprunts extérieurs par bailleur

Rubriques	Mars 2021 *	Total 2021 **	Janvier 2022 ***	Fév 2022 ***	Mars 2022 ***	Total 2022 ***
Montants en millions de FCFA						
Multilatéral	15 438	445 610	9 501	72 604	24 758	106 862
BAD	4 242	56 499	1 935	240	22 021	24 196
<i>dont Appuis budgétaires PEF</i>	-	-	-	-	-	-
<i>appuis budgétaires COVID-19</i>	-	-	-	-	-	-
BADEA	-	1 275	312	-	150	462
BDEAC	-	1 789	-	-	-	-
BID	4 166	98 270	6 805	3 629	-	10 434
BIRD	311	19 700	-	-	-	-
<i>dont Appuis budgétaires PEF</i>	-	-	-	-	-	-
FAD	653	15 351	513	1 045	2 518	4 075
FIDA	-	4 092	-	-	-	-
FMI	-	98 570	-	67 610	-	67 610
<i>appuis budgétaires FCE-PEF 2021-2023</i>	-	32 857	-	-	-	-
<i>appuis budgétaires MEDC-PEF 2021-2023</i>	-	65 714	-	-	-	-
FS OPEP	199	2 447	-	80	62	142
IDA	5 866	140 157	64	-	6	58
<i>dont appuis budgétaires PEF</i>	-	55 202	-	-	-	-
UE	-	7 458	-	-	-	-
Bilatéral	4 649	111 751	7 787	5 016	10 280	23 083
ALLEMAGNE	-	151	-	-	-	-
FRANCE	4 270	29 284	362	-	-	362
<i>dont appuis budgétaires PEF</i>	-	-	-	-	-	-
Japon	374	6 365	-	152	-	152
Corée du Sud	-	9 670	-	-	-	-
EXIMBANK DE CHINE	-	53 877	7 425	-	-	7 425
EXIMBANK TURQUE	-	-	-	-	-	-
INDE	-	8 676	-	4 864	10 280	15 144
KOWEÏT	-	2 155	-	-	-	-
Commercial	5 017	605 533	1 670	11 777	5 613	19 060
AFRICAN EXPORT IMPORT BANK	-	42 243	-	-	-	-
Bank of China	-	-	-	-	-	-
Commercial-eurobond	-	449 331	-	-	-	-
Deutsche banque Espagne	-	289	-	-	-	-
Inter Islamic trade Finance Corporation	5 017	113 174	1 670	11 777	5 613	19 060
Total Général	25 104	1 162 894	18 957	89 397	40 650	149 005

* données définitives ** données semi-définitives *** données provisoires

Source : CAA

IV.3.1.2. Décaissements par concessionnalité

Au cours du mois de mars 2022, les décaissements extérieurs sur prêts-projets ont porté sur un montant de 40,6 milliards de FCFA, issus à 86,2% des prêts à moyen terme et à 13,8% des prêts à court terme (notamment le prêt de l'ITFC pour l'importation des produits bruts pour la SONARA). S'agissant des décaissements sur les prêts à moyen terme, 57,5% proviennent des ressources concessionnelles et 42,5% sont tirés sur les ressources non concessionnelles.

Le cumul des décaissements au cours du premier trimestre 2022 est composé de 12,8% des prêts à court terme et à 87,2% des prêts à moyen terme. Les décaissements sur les prêts à moyen terme, proviennent à 62,8% des ressources non concessionnelles et 37,2% des ressources concessionnelles.

Tableau 16 : Décaissements par type de concessionnalité (en millions de FCFA)

Rubriques	Mars 2021 *	Total 2021 **	Janvier 2022 ***	Fév 2022 ***	Mars 2022 ***	Total 2022 ***
Montants en millions de FCFA						
Multilatéral	15 438	445 610	9 501	72 604	24 758	106 862
Concessionnel	6 988	297 683	1 050	69 108	20 150	90 309
<i>dont Appuis budgétaires</i>	-	153 773	-	67 610	-	67 610
<i>FMI</i>	-	98 570	-	67 610	-	67 610
<i>BIRD</i>	-	-	-	-	-	-
<i>BAD</i>	-	-	-	-	-	-
<i>IDA</i>	-	55 202	-	-	-	-
Non Concessionnel	8 449	147 927	8 450	3 496	4 607	16 553
Bilatéral	4 649	111 751	7 787	5 016	10 280	23 083
Concessionnel	1 522	31 654	362	152	-	515
<i>dont Appuis budgétaires AFD</i>	-	-	-	-	-	-
Non Concessionnel	3 128	80 097	7 425	4 864	10 280	22 568
Commercial	-	492 359	-	-	-	-
Concessionnel	-	23 341	-	-	-	-
Non Concessionnel	-	469 019	-	-	-	-
dont eurobond 2021	-	449 331	-	-	-	-
dont financement vaccination COVAX et AVAT	-	42 243	-	-	-	-
Total prêts à moyen terme	20 087	1 049 720	17 288	77 620	35 037	129 945
Total appuis budgétaires	-	153 773	-	67 610	-	67 610
Total hors appuis budgétaires	20 087	895 948	17 288	10 010	35 037	62 335
dont	-	-	-	-	-	-
Total prêts projets	20 087	446 617	17 288	10 010	35 037	62 335
Concessionnel	8 510	198 905	1 413	1 650	20 150	23 213
Non Concessionnel (hors eurobond)	11 577	247 712	15 875	8 360	14 887	39 121
Eurobond	-	449 331	-	-	-	-
Prêts à court terme	5 017	113 174	1 670	11 777	5 613	19 060
ITFC - Importations pétrole brute SONARA	5 017	62 502	1 670	2 561	5 613	9 843
ITFC - Financement Mourabaha pour les opérations d'importation des intrants agricoles et de coton graines	-	-	-	-	-	-
BADEA - Projet de financement de l'importation des engrais	-	-	-	-	-	-
ITFC - Campagne cotonnière 2019/2020	-	50 672	-	9 216	-	9 216
Grand total	25 104	1 162 894	18 957	89 397	40 650	149 005

* données définitives ** données semi-définitives *** données provisoires

Source : CAA

IV.3.1.3. Décaissements par projet/programme

Durant le mois de mars 2022, treize (13) projets ont bénéficié des tirages sur financements extérieurs pour un montant d'environ 40,6 milliards de FCFA. Ces projets sont retracés dans le tableau ci-après :

Tableau 17 : Décaissements par projet en millions de FCFA

N	Intitulé du Projet (Montants en millions de FCFA)	Bailleur	Devise	Mars 2021 *	Total 2021 **	Janvier 2022 ***	Fév 2022 ***	Mars 2022 ***	Total 2022 ***	Taux de décaissement au 31/03/2022
1	projet d'aménagement route Batchenga Ntui-Yoko-Lena	BAD	EUR	85,96	7 376,47	-	-	17 455	17 455	49,6%
2	Projet de construction des lignes monoternes 225 KV entre Nkongsamba-Bafoussam et Yaoundé-Abong Mbang	INDE	USD	-	8 676,09	-	-	10 280	10 280	73,4%
3	Projet d'importation du pétrole brute par la SONARA	Inter Islamic trad	EUR	5 017,26	62 501,62	1 670	2 561	5 613	9 843	346,1%
4	Programme d'appui au secteur de transport phase 2-2017210	BAD	EUR	4 156,11	37 611,79	1 776	41	4 247	6 063	58,4%
5	projet d'aménagement route Batchenga Lena	FAD	FUA	110,86	799,53	-	-	1 579	1 579	69,6%
6	PROJET D'AMENAGEMENT HYDROELECTRIQUE DE LOM PANGAR-2012201	FAD	FUA	41,83	4 620,68	-	818	912	1 731	51,0%
7	Construction de la route ketta Djou (Phase 2)	BAD	EUR	-	2 433,89	-	-	298	298	57,0%
8	PROJET DE CONSTRUCTION DE 10 CENTRES DE SANTE INTEGRES	BADEA	USD	-	-	-	-	93	93	68,1%
9	PROJET D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE DE CERTAINS CENTRES	FS OPEP	USD	-	732,09	-	80	62	142	68,6%
10	PROJET D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE DE CERTAINS CENTRES	BADEA	USD	-	262,78	2	-	57	59	61,0%
11	projet d'appui modernisation cadastre et climat des affaires (PAMOCCA)	FAD	FUA	-	253,81	-	-	27	27	83,1%
12	Projet dorsale à fibre optique d'Afrique Centrale	BAD	EUR	-	3 589,33	-	-	21	21	37,0%
13	Projet de renforcement de la performance du système de santé-2016206	IDA	XDR	-	13 332,47	-	-	6	6	84,2%

Source : CAA

IV.3.2. Décaissements sur financements intérieurs

Au cours du mois de mars 2022, l'Etat a décaissé 141,6 milliards de FCFA sur les ressources intérieures, provenant exclusivement des titres publics.

Le cumul des décaissements au premier trimestre 2022 s'élève à 259,9 milliards de FCFA, dont 56,7% sous forme d'OTA et 43,3% sous forme de BTA. Ces tirages représentent environ 45% des décaissements prévus dans la Loi de Finances pour l'année 2022, correspondant à 577 milliards de FCFA.

Tableau 18 : Décaissements sur emprunts intérieurs

Rubriques	Mars 2021 *	Total 2021 *	janvier 2022 ***	Fév 2022 ***	Mars 2022 ***	Total 2022 ***
(Montants en milliards de FCFA)						
Titres Publics	96,5	835,0	83,0	35,4	141,6	259,9
<i>Bons de Trésor Assimilables (BTA)</i>	20,0	479,0	83,0	25,5	4,0	112,5
BTA 13 Semaines		183,0				-
BTA 26 Semaines	20,0	211,0	83,0	25,5	4,0	112,5
BTA 52 Semaines		85,0				-
<i>Obligations de Trésor</i>	76,5	356,0	-	9,9	137,6	147,4
OTA (BEAC)	76,5	356,0	-	9,9	137,6	147,4
OTA 2 ans		-				-
OTA 3 ans		-				-
OTA 5 ans	41,5	224,0	-	-	137,6	137,6
OTA 6 ans		67,0	-	-	-	-
OTA 7 ans	35,0	65,0	-	-	-	-
OTA 10 ans		-		9,9	-	9,9
OT (BVMAC)		-				-
ECMR 5,5% 2016-2021		-				-
ECMR 5,5% 2018-2023		-				-
Emprunt BEAC- avances statutaires (PM)		-				-
Endettement Direct Bancaire	6,3	20,4	-	-	-	-
<i>PLANUT</i>	-	-	-	-	-	-
<i>CAN 2021</i>	6,3	10,3				-
CCA Bank - FCP coût résiduel achèvement Stade OLEMBE	6,3	10,3				-
<i>Pénétrante Est Douala</i>		10,1				-
SCB		10,1				-
Total Général	102,9	855,4	83,0	35,4	141,6	259,9

* données définitives

** données semi-définitives

*** données provisoires

Source : CAA

IV.4. SOLDES ENGAGÉS NON DÉCAISSÉS (SEND'S) DE L'ADMINISTRATION CENTRALE

Le premier trimestre de l'année 2022 s'est achevé avec un stock de SEND's estimé à environ 3 865,3 milliards de FCFA, dont 226,0 milliards de FCFA d'appuis budgétaires à décaisser progressivement auprès du FMI jusqu'à la fin du programme en cours (2024). Ces SEND's ont augmenté de 22% en glissement annuel et proviennent exclusivement de la dette extérieure, car les SEND's intérieurs sont nuls.

IV.4.1. SEND's Extérieurs (Hors Appuis budgétaires)

Au terme du premier trimestre de l'année 2022, les SEND's extérieurs (hors appuis budgétaires) sont estimés à 3 639,3 milliards de FCFA. Par rapport à la même période en 2021, le montant de ces SEND's a augmenté de 14,9% du fait de la signature de nombre de conventions de prêts en 2022, ce qui traduit également l'urgence à la résolution des problèmes entravant les décaissements des SEND's.

Pour ce qui est de la composition de ces SEND's, il ressort que : (i) 65,6% provient des conventions de financements signées avec les bailleurs de fonds multilatéraux, dont 1 063,1 milliards de FCFA à décaisser auprès de la Banque Mondiale (soit 44,5% des SEND's multilatéraux) ; (ii) 21,2% de la coopération bilatérale, dont 629,6 milliards de FCFA à décaisser auprès de la Chine (soit 81,5% des SEND's bilatéraux) ; et (iii) 19,1% des prêts commerciaux, dont un total de 178,4 milliards de FCFA à décaisser auprès de ICBC (25,4% des SEND's commerciaux).

Suivant l'hypothèse d'exécution des projets bénéficiaires conformément au plan de décaissement, ces SEND's pourraient être totalement tirés d'ici 2025.

Tableau 19 : Soldes Engagés Non Décaissés sur emprunts extérieurs

Rubriques	SEND's au 31/03/2021 *	SEND's au 31/12/2021 **	SEND's au 31/01/2022 ***	SEND's au 28/02/2022 ***	SEND's au 31/03/2022 ***
PRETS	(Montants en Milliards de FCFA)				
MULTILATERAUX	1 788,5	2 487,9	2 484,4	2 410,0	2 388,9
BAD	497,6	559,6	557,6	557,4	535,3
BADEA	39,5	39,6	39,9	39,5	39,8
BDEAC	88,0	86,2	86,2	86,2	86,2
BID	301,3	229,8	225,6	219,8	221,6
BIRD	263,0	243,8	243,8	243,8	243,8
FAD	108,4	97,0	97,0	96,1	93,8
FIDA	36,0	33,0	33,2	33,3	33,4
FS OPEP	18,2	16,8	17,1	16,8	17,0
IDA	425,8	818,3	818,9	819,0	819,3
UE	10,7	72,8	72,8	72,8	72,8
Appuis budgétaires	-	290,9	292,3	225,4	226,0
<i>FMI</i>	<i>-</i>	<i>290,9</i>	<i>292,3</i>	<i>225,4</i>	<i>226,0</i>
<i>IDA</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>
BILATERAUX	834,5	776,9	780,3	768,4	773,1
ALLEMAGNE	1,8	1,7	1,7	1,7	1,7
FRANCE	32,7	17,5	17,1	17,1	17,1
Appuis budgétaires AFD	-	-	-	-	-
Japon	42,0	40,4	41,0	40,3	38,6
Norvège (EKSPORTKREDITT NORGE SA)	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
ARABIE SAOUDITE	19,9	19,2	19,4	19,2	19,5
Chine	5,4	5,7	5,8	5,8	5,8
Corée du Sud	16,2	6,7	6,7	6,7	6,7
Emirats Arabes Unis	8,4	8,7	8,8	8,7	8,8
EXIMBANK DE CHINE	650,1	621,1	623,0	617,5	623,8
INDE	40,3	33,2	33,7	28,5	27,9
KOWEÏT	17,2	22,3	22,6	22,4	22,5
COMMERCIAUX	544,9	699,2	703,1	700,6	703,3
AFRICAN EXPORT IMPORT BANK	-	-	-	-	-
Bank of China	43,1	44,6	45,3	44,9	45,4
Belfius	19,6	19,1	19,1	19,1	19,1
BMCE Bank	20,9	20,9	20,9	20,9	20,9
Comercial-eurobond	-	-	-	-	-
Commez bank Allemagne	19,0	19,7	20,0	19,8	20,0
Deutsche banque Espagne	38,3	40,9	41,0	41,0	41,0
ICBC	169,5	175,4	178,2	176,4	178,4
INTESA SANPAOLO SPA	107,2	107,2	107,2	107,2	107,2
Raiffeisen Bank Inter AG	3,9	3,9	3,9	3,9	3,9
SOCIETE GENERALE DE PARIS	108,7	108,7	108,7	108,7	108,7
SOCIETE GENERALE NEW YORK	4,3	4,3	4,3	4,3	4,3
SOCIETE GENERALE NEW YORK - EXIM BANK US	9,6	9,6	9,6	9,6	9,6
Standard Chartered Londres	0,8	144,8	144,8	144,8	144,8
TOTAL GENERAL	3 167,9	3 964,0	3 967,8	3 879,0	3 865,3
TOTAL APPUIS BUDGETAIRES	-	290,9	292,3	225,4	226,0
TOTAL HORS APPUIS BUDGETAIRES	3 167,9	3 673,0	3 675,5	3 653,6	3 639,3

* données définitives ** données semi-définitives *** données provisoires

Source : CAA

IV.4.2. SEND's Intérieurs

A fin mars 2022, les SEND's intérieurs sont nuls.

Encadré 5 : Point sur les Soldes Engagés Non Décaissés (SEND's) et réalisation des projets actifs

A fin mars 2022, l'encours des SEND's s'établit à 3 865,30 milliards de FCFA, dont 226 milliards de FCFA d'appuis budgétaires provenant du FMI.

Comparé au mois précédent, ce volume a régressé de 0,4%. En effet, on a enregistré 26,6 milliards de FCFA environ (hors appuis budgétaires) de décaissements sur le mois par les projets des guichets BAD et FAD (24,3 milliards FCFA) et JICA (1,7 milliards FCFA). Au même moment, le volume des engagements s'est accru d'environ 12,2 milliards de FCFA.

Ce volume global des SEND's (hors appuis budgétaires) correspond à près de 198 conventions de prêts correspondant à 159 projets actifs. Le rythme d'absorption des FINEX devra connaître une plus grande accélération dans les prochains mois, dans la mesure où la plupart des PTBA des projets sont déjà validés et en cours d'exécution.

Il est important de rappeler que l'accumulation des SEND's est en général causée par la faible maturation des projets. Ce phénomène s'identifie principalement par la qualité des études et les dispositions prises pour la libération des emprises des projets d'infrastructures.

C'est pour répondre à cette préoccupation majeure qu'il s'est tenue le 14 mars 2022, comme il est de coutume trimestriellement, la quatrième session du Comité Technique Interministériel d'Experts chargé de l'Examen des dossiers de maturité des projets d'investissement public soumis par les Maitres d'Ouvrage ; session au cours de laquelle 10 parmi les 40 dossiers examinés n'ont pas bénéficié d'un visa de maturité, et principalement ceux portés par le Ministère de la Culture (05).

Pour ces nouveaux projets à FINEX qui ont pour conséquence directe d'accroître le niveau d'endettement du pays, il est question pour les Maitres d'ouvrages de mettre l'emphase sur les bonnes pratiques en matière de conduite des projets.

Dans la même lancée, la revue du budget d'investissement public comptant pour le premier trimestre 2022 est prévue pour le 18 avril. Cette revue a vocation à évaluer à mi-parcours la consommation des crédits alloués aux différentes administrations publiques pour ensuite proposer des mesures d'ajustement en cas de déviation des tendances par rapport aux prévisions.

Enfin au niveau de la CAA, le document de portefeuille des projets actifs pour l'année 2021 est en cours d'élaboration. Ce document est un moyen efficace de communication institutionnelle sur l'implémentation effective des projets à FINEX. Il pose ainsi les bases techniques d'un suivi accentué des SEND's. Il permet à cet effet pour chaque projet actif, (i) d'identifier les responsables de gestion ; (ii) de procéder à la description des objectifs, les composantes du projets et la constance des prestations, (iii) d'obtenir les plans de décaissement révisés des projets ; (iv) de recenser les difficultés rencontrées et (v) de proposer les mesures correctives.

Les propositions des responsables des Unités de Gestion des Projets et de tous les acteurs intervenant dans le vie desdits projets seront toujours indiqués pour l'amélioration de l'absorption de ces SEND's qui représentent environ 15 % du PIB correspondant à un potentiel de croissance du taux d'endettement du Cameroun à moins de 60% du PIB suite à l'augmentation du PIB qui s'en suivra et toutes choses égales par ailleurs, ce taux demeurera en dessous du seuil de convergence sous régionale.

Il nous revient donc de s'assurer de la qualité de l'endettement et de bonne exécution des projets dans les délais pour l'absorption rapide de ces SEND's afin de contribuer à coup sûr à l'atteindre de objectifs du développement du Cameroun et la notamment ceux de la SND 30.

V. INDICATEURS D'ENDETTEMENT

V.1. PRINCIPAUX INDICATEURS DE LA DETTE PUBLIQUE (hors Restes à Payer de plus de 3 mois)

Au 31 mars 2022, l'encours de la dette de l'Administration Centrale hors Restes à Payer de plus de trois mois est évalué à 10 423 milliards de FCFA.

Sous l'hypothèse que toute dette libellée en FCFA est considérée comme dette intérieure et celle libellée en devises représente la dette extérieure, le profil de coûts et de risques correspondant au niveau du portefeuille à fin mars 2022 se présente comme suit :

- Le ratio de la dette de l'Administration Centrale (Hors reste à payer de plus de 3 mois) par rapport au PIB est estimé à 40,9%, dont 29,9% pour la dette extérieure et 11,0% pour la dette intérieure ;
- Le coût moyen pondéré de la dette est identique à celui du mois précédent et se situe à 2,5%, soit 2,2% en dette extérieure et 3,3% en dette intérieure ;
- La durée moyenne de refinancement du portefeuille global est estimée à 8,4 années, soit 9,6 années pour la dette extérieure et 5,0 années pour la dette intérieure traduisant les maturités plus courtes de la dette intérieure ;
- Le poids de la dette dont les termes sont à refixer est supérieur de 0,2 point de pourcentage par rapport au mois passé et se situe actuellement à 28,5%, soit 30,5% pour la dette extérieure et 23,2% pour la dette intérieure ;
- Le risque de taux d'intérêt est traduit par l'exposition d'environ 19,5% de la dette totale (dette à taux d'intérêt variable) aux fluctuations de taux d'intérêt ;
- La part de la dette libellée en devises autres que le FCFA est estimée à 73,0% du portefeuille global, soit une exposition de 45,3% du portefeuille, considérant la dette libellée en euro, évaluée à 27,0% de la dette totale.

Tableau 20 : Indicateurs de coûts et risques du portefeuille de la dette publique

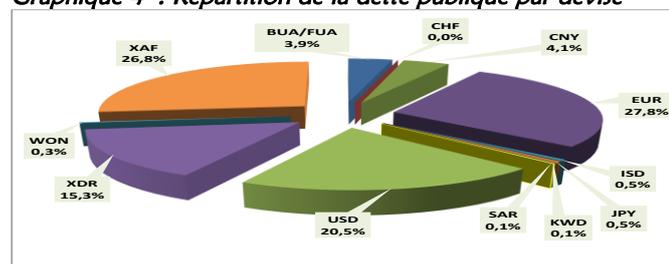
Indicateurs de coûts et risques		Dettes extérieure	Dettes intérieure	Dettes totale*
Dettes nominale en milliards de FCFA		7 614	2 810	10 423
Dettes nominale (% du PIB)		29,9	11,0	40,9
Coût de la dette	Païement d'intérêt en % du PIB	0,7	0,4	1,0
	Taux d'intérêt moyen pondéré (%)	2,2	3,3	2,5
Risque de refinancement	Durée moyenne d'échéance (ans) (ATM)	9,6	5,0	8,4
	Dettes à amortir durant l'année prochaine (% du total)	6,9	23,2	11,3
	Dettes à amortir durant l'année prochaine (% du PIB)	2,1	2,6	4,7
Risque de taux d'intérêt	Durée moyenne à refixer (ans) (ATR)	7,5	5,0	6,8
	Dettes refixées durant l'année prochaine (% du total)	30,5	23,2	28,5
	Dettes à taux d'intérêt fixe (% du total)	76,5	91,3	80,5
Risque de change	Dettes en devises (% du total)			73,0
	Amortissement en devise durant l'année prochaine (en % du stock brut de réserves de change brutes détenues par la BEAC)			13,6

Source : CAA

V.2. REPARTITION DU PORTEFEUILLE PAR DEVISE

Les principales devises du portefeuille de la dette publique camerounaise sont : l'Euro pour 27,8%, le XAF avec 26,8%, le Dollar US pour 20,5% et le XDR (DTS) pour 15,3%.

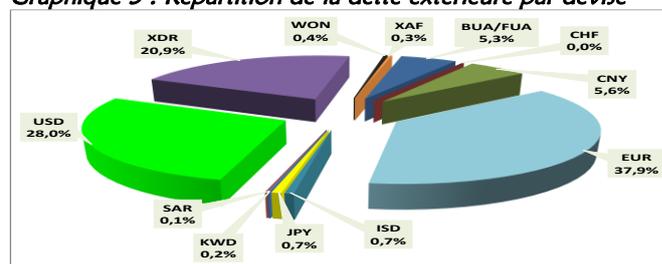
Graphique 4 : Répartition de la dette publique par devise



Source : CAA

Concernant le portefeuille de la dette extérieure, il se compose en grande partie de l'Euro soit 37,9%, suivi du Dollar US avec 28,0% et le XDR (DTS) avec 20,9%.

Graphique 5 : Répartition de la dette extérieure par devise



Source : CAA

Une publication de la Caisse Autonome d'Amortissement du Cameroun Secrétariat Permanent du Comité National de la Dette Publique

 COMITE NATIONAL DE LA DETTE PUBLIQUE		
Comité National de la Dette Publique		Caisse Autonome d'Amortissement du Cameroun

Caisse Autonome d'Amortissement du Cameroun

Secrétariat Permanent du Comité National de la Dette Publique

B.P. : 7167 YAOUNDE ♦ Tél : (+237) 222 22 22 26 / (+237) 222 22 01 87 ♦ Fax : (+237) 222 22 01 29

Site internet : www.caa.cm ♦ E-mail : caa@caa.cm